Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 24 décembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°537 ■

STATUT PARTICULIER DES FONCTIONNAIRES DE L'EDUCATION

Ce que prévoit le projet de loi

P 16

DES CONVENTIONS-CADRES SIGNÉES AVEC DES GROUPES PUBLICS

Sonatrach booste la production nationale

Le Groupe Sonatrach a renouvelé, hier à Alger, ses conventions-cadres avec six (6) holdings et groupes industriels. Ces accords devraient contribuer à la promotion de la production nationale et, surtout, à la réduction de la facture des importations du groupe pétro-gazier. Il s'agit en effet d'un marché juteux, chiffré à plusieurs milliards de dollars, qui sera attribué à des entreprises publiques, mais également privées. P 3

MARQUÉE PAR UNE HAUSSE DE 15%

2024, année de l'investissement

Alors que l'année 2024 touche à sa fin, l'économie algérienne se distingue par des résultats remarquables, surpassant ceux de nombreux pays de la région MENA et au-delà. Selon Abdelouahed Kerrar, vice-président du Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA), l'Algérie est parvenue à maintenir une croissance économique soutenue tout en consolidant les bases d'une diversification durable.

P 2

INVESTISSEMENT DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les instructions du Président Tebboune

L'Algérie se met au vert. De puissance pétro-gazière, l'Algérie aspire aussi à gagner la course aux énergies propres. Concrètement, le secteur s'est donné comme objectif l'intégration dans le mix énergétique 15 000 mégawatts d'énergies renouvelables à l'horizon 2035.La création d'un secrétariat d'Etat auprès du ministre algérien de l'Énergie, chargé des énergies renouvelables, s'inscrit dans la volonté de rendre plus efficace la mise en œuvre de la stratégie visant le verdissement de l'économie algérienne pour répondre à des impératifs climatiques, économiques et géopolitiques. Reste que l'affectation des revenus des énergies propres devrait être affectée au développement national.

P 5

32E ÉDITION DE LA FPA

Une vitrine du savoir faire des entreprises nationales

La 32e Foire de la production nationale (FPA), qui se tient depuis jeudi au Palais des expositions des Pins maritimes d'Alger, représente une vitrine du savoir-faire des entreprises algériennes, mettant en évidence les progrès notables réalisés par le secteur industriel local. Les producteurs locaux présents en force à cette manifestation ont assuré, dans des déclarations à l'APS, leur détermination à couvrir les besoins du marché national et aller davantage vers l'exportation, grâce aux performances réalisées tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif.

P 5

RÉUNION DE LA COMMISSION MIXTE DE COOPÉRATION DOUANIÈRE À ALGER

L'Algérie et la Libye veulent renforcer leur coopération P 2

17e ÉDITION DU SALON HORECA EXPO 2025

L'importance de l'investissement touristique soulignée P 3

OUARGLA

Près de 14.000 qx de maïs jaune et plus de 12.000 qx de tournesol attendus P 5

CONSEIL DES MINISTRES

Promotion de trois dairas et d'une commune au rang de circonscription administrative

Le Conseil des ministres a approuvé, dimanche, en réunion présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la proposition de promotion de trois dairas et d'une commune au rang de circonscription administrative. Le Conseil des ministres a approuvé la proposition de promotion au rang de circonscription administrative gérée par un wali délégué, des dairas d'El Kantara (wilaya de Biskra), de Bir El Ater (wilaya de Tebessa) et de Ksar El Boukhari (wilaya de Médéa), ainsi que de la commune d'El Aricha (wilaya de Tlemcen). La décision de Monsieur le Président de la République s'inscrit dans le cadre de ses "efforts continus visant à généraliser la cadence du développement selon le principe d'équité en matière de prise en charge des préoccupations des citoyens, en tenant compte des spécificités géographiques, sociales et économiques de ces régions, pour être érigées en circonscriptions administratives", selon le communiqué du Conseil des ministres.

MARQUÉE PAR UNE HAUSSE DE 15%

2024, année de l'investissement

Alors que l'année 2024 touche à sa fin, l'économie algérienne se distingue par des résultats remarquables, surpassant ceux de nombreux pays de la région MENA et au-delà. Selon Abdelouahed Kerrar, vice-président du Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA), l'Algérie est parvenue à maintenir une croissance économique soutenue tout en consolidant les bases d'une diversification durable.

Par Mourad A.

Avec une croissance de 3,9 % au premier semestre 2024, portée non seulement par les hydrocarbures mais aussi par les secteurs agricole et industriel, l'Algérie a démontré la robustesse de son économie. Cette performance s'accompagne d'une baisse significative de l'inflation, passée de 9,3 % en 2022-2023 à 4,3 % en 2024. Ces chiffres témoignent de l'efficacité des réformes engagées ces dernières années. L'année 2024 a été marquée par une augmentation de 15 % des investissements, accompagnée de réformes structurelles visant à moderniser le cadre réglementaire et à renforcer la sécurité des investisseurs. Parmi ces réformes figurent la refonte de la loi sur la monnaie et le crédit, la digitalisation progressive des administrations et l'optimisation du foncier industriel. « Ces avancées traduisent une volonté de bonne gouvernance, notamment par le suivi précis des exportations hors hydrocarbures », a souligné Abdelouahed Kerrar lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale.L'objectif ambitieux de créer 20 000 entreprises, susceptible de générer plusieurs centaines de milliers d'emplois, reflète également cette dynamique. Pour Kerrar, ces initiatives marquent une évolution majeure dans la manière de concevoir le développement économique.

Malgré des chiffres encore modestes, les exportations hors hydrocarbures ont atteint 3,5 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2024. Le président de la République a mis en place des mesures concrètes pour écouter les doléances des exportateurs et lever les entraves freinant leur activité. Ces efforts visent à exploiter pleinement le potentiel du marché africain, considéré comme une opportunité stratégique à long terme. Selon Kerrar, la diversification économique repose également sur une mobilisation accrue de la diaspora algérienne, capable d'apporter expertise et investissements. « La diaspora représente un gisement de compétences sous-exploité que nous devons structurer et activer », a-t-il insisté.

L'année 2025 s'ouvrira sur la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne. Signé en 2002, cet accord est jugé déséquilibré par les autorités algériennes, notamment en raison de l'absence d'investissements significatifs de la part des entreprises européennes. Le vice-président du CREA plaide pour un partenariat renforcé axé sur l'ouverture des marchés, le transfert de technologies et l'augmentation des investissements européens en Algérie. Face à un contexte mondial complexe, marqué par des tensions géopolitiques et des mutations économiques, l'Algérie semble avoir trouvé une trajectoire ascendante. En s'appuyant sur des réformes structurelles, une diversification accrue et une mobilisation de tous ses potentiels, internes comme externes, le pays se prépare à relever les défis des prochaines années. « L'Algérie a un potentiel immense. Si nous continuons sur cette lancée, les perspectives pour 2025 et au-delà sont extrêmement prometteuses », a conclu Kerrar.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Enregistrement de 1 376 demandes de brevets et création de 33 start-up

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé l'enregistrement de 1 376 demandes de brevets, la création de 33 start-up, ainsi que la création de 341 petites entreprises. En outre, 20 entreprises économiques filiales ont été créées, et 14 projets innovants ont été lancés, orientés vers le secteur économique, indique le ministère.

Le budget de la recherche scientifique a été augmenté de 112 % entre 2022 et 2024, atteignant ainsi 18 milliards de dinars. De plus, les programmes de recherche scientifique en Algérie ont été orientés vers la réponse aux enjeux scientifiques, technologiques, économiques et sociaux pour la période 2024-2029. Les programmes de recherche scientifique couvrent des domaines tels que la santé publique, la sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources, la transition énergétique, les systèmes urbains durables, l'économie numérique, la technologie spatiale, ainsi que la ré-industrialisation et le renouvellement de l'industrie nationale.

S R.

RÉUNION DE LA COMMISSION MIXTE DE COOPÉRATION DOUANIÈRE À ALGER

L'Algérie et la Libye veulent renforcer leur coopération

Par R E.

Une réunion de la commission mixte de coopération douanière algéro-libyenne s'est tenue, lundi à Alger, sous la présidence du directeur général des Douanes algériennes, le général major, Abdelhafidh Bakhouche et son homologue libyen, le général major, Musa Ali Muhammad, consacrée à l'examen des mécanismes et moyens de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays.

Les travaux de la réunion se sont déroulés, au siège de la Direction générale des douanes (DGD), en présence de la délégation libyenne qui a entamé, dimanche, une visite de travail en Algérie, des cadres centraux de la DGD et nombre de ses directions régionales par visioconférence, ainsi que du représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines et du représentant de l'ambassadeur de l'Etat de Libye en Algérie. A cette occasion, le général major Bakhouche a affirmé «l'importance de renforcer la coopération douanière entre les deux pays et de coordonner totalement les efforts pour faire face au phénomène de contrebande, notamment d'argent, de drogues et de comprimés psychotropes, vu leurs effets négatifs sur l'économie de nos deux pays et la santé des citoyens».

Cette coopération se traduit par l'échange d'expertise et de connaissances et la mise en œuvre de tous les mécanismes susceptibles de faciliter et de sécuriser la circulation des marchandises et des voyageurs via les frontières des deux Etats outre l'application «efficace» de la convention «d'assistance administrative mutuelle», signée entre les deux pays en 1989, a affirmé le directeur général des Douanes qui a souligné l'importance de lever les entraves potentielles à l'application efficace de ces mécanismes sur le terrain. Le général major Bakhouche a, également, réaffirmé l'engagement de ses services à améliorer la qualité du service douanier et à poursuivre les efforts nationaux visant à adopter des mécanismes modernes et proactifs basés sur une gestion efficace des risques, afin de renforcer la sécurité des frontières nationales, de soutenir le commerce extérieur et d'accompagner les citoyens et les opérateurs économiques. De son côté, le Directeur général des douanes libyennes, le général major Musa Ali Muhammad, a salué la coopération douanière entre les deux pays, estimant que cette réunion de coordination «traduit la volonté commune des douanes libyennes et algériennes d'aplanir les obstacles et de lutter contre toute forme de fraude commerciale et de contrebande, ce qui contribuera à la consolidation des échanges commerciaux bilatéraux». La DGD a précisé que la visite de la délégation libyenne s'inscrivait dans le cadre de l'examen des moyens à même de dynamiser la coopération administrative mutuelle entre les deux parties en explorant les moyens de coordination et de renforcement de la coopération bilatérale dans plusieurs domaines douaniers, notamment en matière de formation et d'échange d'expertises. Les travaux de cette Commission mixte de coopération douanière algéro-libyenne prendront lundi soir par la signature d'un procès-verbal de réunion bilatérale.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DES CONVENTIONS-CADRES SIGNÉES AVEC DES GROUPES PUBLICS

Sonatrach booste la production nationale

Le Groupe Sonatrach a renouvelé, hier à Alger, ses conventions-cadres avec six (6) holdings et groupes industriels. Ces accords devraient contribuer à la promotion de la production nationale et, surtout, à la réduction de la facture des importations du groupe pétro-gazier. Il s'agit en effet d'un marché juteux, chiffré à plusieurs milliards de dollars, qui sera attribué à des entreprises publiques, mais également privées.

Par Sirine R

Dans son discours, le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a souligné que les accords-cadres reconduits, entre Sonatrach et plusieurs entreprises publiques permettront de réduire l'importation et d'encourager l'innovation, dans le cadre d'un plan global de son département ministériel pour encourager les partenariats entre les entreprises du secteur et les autres entreprises nationales.
Ces accords «confirment les engagements qui reflètent la vision de la Sonatrach en matière de soutien au contenu local, en accordant la priorité à l'outil national de production pour satisfaire les besoins suivant les normes de qualité, de coûts et de délais, tout en réduisant la dépendance aux importations, à l'exception des matières premières ou des composants non disponibles sur le marché local», a précisé Arkab qui s'exprimait lors d'une rencontre organisée par le groupe sur le renforcement de l'intégration nationale, qui a été marquée par la signature de six (06) conventions-cadre entre Sonatrach et le groupe des industries locales "DIVINDUS", la Société nationale de Sidérurgie (SNS, ex IMETAL), le Holding ACS, le groupe industriel AGM, le Holding ELEC EL DJAZAIR et le Holding GETEX.
La cérémonie de signature s'est déroulée au siège du groupe Sonatrach, en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, du Pdg du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, des PDG des groupes concernés, ainsi que des cadres des secteurs de l'énergie et de l'industrie.

Encourager l'innovation

Lesdits accords, poursuit-il, témoignent de « l'engagement des groupes industriels signataires à fournir au groupe Sonatrach des services de haute qualité à des prix compétitifs», précisant que ces accords visaient à «renforcer davantage le rôle de la production nationale dans la chaîne de valeur de Sonatrach, tout en réduisant les dépenses liées à l'importation de marchandises et de services, ce qui contribue à la préservation des réserves en devise».Ils visent également à encourager l'innovation, la compétitivité et la qualité, à travers notamment le soutien aux start-up et aux moyennes entreprises algériennes, tout en atteignant un niveau avancé en termes de maitrise technologique dans les différentes activités de Sonatrach liées à la chaine d'hydrocarbures, a expliqué le ministre, relevant que la politique d'intégration nationale «n'est pas seulement un objectif économique, mais une vision globale visant à réaliser un développement socioéconomique durable, à travers la création d'emplois, le soutien à la compétitivité des sociétés nationales, et le développement des compétences nationales».
Par ailleurs, le ministre a fait savoir que son département ministériel s'était employée, dans le cadre du programme du Gouvernement pour le développement du contenu local, à mettre en place un plan global visant à conforter la contribution des entreprises nationales aux différentes activités économiques, soulignant que "des instructions ont été données aux entreprises relevant du secteur pour adapter leurs contrats et encourager des partenariats avec les entreprises nationales, notamment les PME et les start-up".

Assurer un environnement favorable aux entreprises

De son côté, le Pdg de Sonatrach Hachichi a affirmé que ces accords s'inscrivaient dans le cadre de la vision stratégique contenue dans le plan de développement de Sonatrach sur le moyen et long termes, à travers la promotion et l'encouragement du contenu local et la relance d'opportunités prometteuses de développement et de création de richesses en faveur des entreprises algériennes. Sonatrach veille également à assurer un environnement favorable aux entreprises algériennes en vue d'améliorer leur capacité concurrentielle tout au long de la chaine de valeur des hydrocarbures pour leur permettre de répondre aux standards internationaux requis dans l'industrie pétrolière et gazière, ajoute Hachichi, soulignant que cette approche visait «à créer une dynamique économique durable qui renforce la place de l'industrie nationale dans les chaines d'approvisionnement du groupe».
L'approche contribue aussi «à réduire le recours à l'étranger et à limiter la dépendance à l'importation, à l'exception des matières premières et des composants non disponibles au niveau local», ajoute le PDG du groupe, rappelant que les conventions cadres signées par Sonatrach entre 2017 et 2018 avec les mêmes holdings et groupes industriels «ont démontré leur efficacité et contribué au soutien du tissu industriel national».
Il a noté que le renouvellement de ces conventions traduisait «notre conviction que la complémentarité et la coopération entre les différents secteurs est le meilleur moyen de relever les défis et de réaliser les aspirations légitimes au progrès et au développement». En vertu des accords-cadres reconduits, lundi, pour une durée de trois ans, des commissions et sous-commissions paritaires seront créées pour assurer leur suivi, ainsi que l'évaluation de leur exécution.

APN

Adoption du projet de loi relatif à la protection et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, lundi, le projet de loi relatif à la protection et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques, et ce, lors d'une séance plénière présidée par le vice-président de l'institution parlementaire, Zouhaier Nasri, en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou. Suite à son adoption, Mme Mouloudji a précisé que cette loi était un "nouvel acquis" s'ajoutant aux "acquis sociaux soutenus et consacrés par le président de la République à travers son programme ambitieux visant à garantir une vie digne aux citoyens, dont les catégories vulnérables et en particulier les personnes aux besoins spécifiques". Ce projet de loi repose sur "le principe d'insertion sociale, professionnelle et par l'activité économique" des personnes aux besoins spécifiques et vise à "améliorer leur prise en charge et leur protection" et à "leur garantir l'accès à divers services, notamment sociaux", a souligné Mme Mouloudji. De son côté, le président de la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'APN, Saïd Hamsi, a salué les mesures, dispositions et autres mécanismes importants prévus dans ce projet de loi ayant pour vocation, a-t-il dit, de garantir à cette catégorie une vie digne en contribuant au renforcement de sa protection et à sa promotion. Ce projet de loi comprend plusieurs axes liés à la protection et à la promotion de cette catégorie, notamment les mesures de prévention du handicap, le renforcement des services de santé et des services sociaux et la rééducation fonctionnelle. Il met en avant l'importance du Conseil national des personnes aux besoins spécifiques en tant qu'instance consultative chargée d'élaborer des études et de formuler des propositions et des recommandations dans le domaine de la protection de cette frange.

R E.

17 E ÉDITION DU SALON HORECA EXPO 2025

L'importance de l'investissement touristique soulignée

Par M. A.

L'Algérie est en pleine mutation dans le secteur touristique, avec plus de 750 projets en cours de développement. Ces initiatives reflètent un engagement clair à moderniser et diversifier l'offre du pays. Abdelouahab Boulefkhad, président de la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme (FNHT), a révélé les avancées en matière d'infrastructures hôtelières.
Lors d'une conférence de presse préparatoire de la 17 e édition du salon HORECA Expo 2025, prévue du 6 au 9 janvier prochain, Abdelouahab Boulefkhad a mis en avant l'impact économique significatif de ces projets, notamment en termes de création d'emplois et d'attractivité pour les investisseurs étrangers.
«Ces investissements structurants sont indispensables pour positionner l'Algérie comme une destination touristique de choix», a-t-il affirmé. La conférence a réuni des experts de l'hôtellerie et de la restauration, offrant un panorama complet des avancées et des défis de ces secteurs stratégiques. Cet événement phare, prévu pour l'année prochaine, se positionne comme un levier majeur pour transformer ces industries en moteurs de croissance économique, dont près de 100 exposants issus de 15 pays sont attendus, a annoncé Feriel Bachiri, Sales and Operations Manager chez Easyfairs Algéria, a souligné l'importance du HORECA Expo 2025, qui réunira des professionnels de l'hôtellerie, de la restauration et des services connexes. Cet événement, précise-t-elle, « constituera une opportunité pour les entreprises algériennes ambitieuses de renforcer leur position sur le marché national, et permettra de valoriser le rôle de plusieurs entreprises, y compris les start-up, qui ont contribué au développement de la production locale». Et d'affirmer que le salon verra la participation d'acteurs des secteurs liés aux équipements professionnels de cuisine, à la décoration, au design d'intérieur et au bien-être, aux produits alimentaires et autres. « Le HORECA Expo est conçu pour stimuler la compétitivité des entreprises algériennes et attirer des acteurs internationaux», a déclaré Mme Bachiri. Avec des milliers de visiteurs et des exposants de renom attendus, cet événement se veut un catalyseur pour l'économie locale.
De son côté, Maître Hadj Bekkouche Merouane, responsable des relations publiques de l'APOCE, a livré une analyse critique du secteur de la restauration en Algérie. Bien que les restaurants et fast-foods aient connu une expansion notable, des lacunes persistent en matière de qualité des services et de conformité sanitaire. Lors de son intervention, il a présenté des chiffres clés sur les contrôles effectués dans les établissements, accompagnés de recommandations concrètes pour améliorer les standards. Parmi les priorités identifiées figurent la formation continue des professionnels et l'adoption de pratiques plus responsables. Les conférenciers ont également mis en évidence l'importance d'une collaboration renforcée entre les secteurs public et privé pour accélérer le développement des industries hôtelières et culinaires. Avec des événements comme le HORECA Expo 2025, des projets ambitieux dans l'hôtellerie et des réformes attendues dans la restauration, l'Algérie semble sur la bonne voie pour devenir un acteur incontournable dans ces domaines. L'élan créé par cette conférence confirme que l'émergence d'une industrie touristique et gastronomique moderne n'est plus un simple objectif, mais une réalité en construction.

TRANSPORT AÉRIEN

Tassili Airlines lance la liaison Alger-Tindouf à partir du 19 janvier

Tassili Airlines lancera, dans le cadre du renforcement de son réseau de vols réguliers domestiques, une nouvelle liaison aérienne reliant Alger à Tindouf à partir du 19 janvier, a annoncé lundi la compagnie aérienne nationale dans un communiqué. La ligne "Alger-Tindouf-Alger" se fera "à raison d'un vol hebdomadaire programmée chaque dimanche, à partir du 19 janvier 2025", précise le communiqué. Ce nouveau service d'utilité publique vise à "faciliter la mobilité de nos concitoyens entre les deux régions, tout en offrant une expérience de voyage confortable et sécurisée à tous les passagers", indiqué la compagnie aérienne. Tassili Airlines, filiale à 100% du groupe Sonatrach, a invité ses clients à profiter de cette nouvelle liaison et à réserver leurs billets via ses différents canaux agréés, notamment son site internet et ses agences commerciales.

MONNAIES

Le dollar en hausse face à l'euro et à la livre

Le dollar progressait modérément lundi, profitant du fait que les Etats-Unis ont évité de justesse samedi une paralysie budgétaire, ainsi que de la perspective de baisses de taux plus modérées de la Réserve fédérale (Fed). Dans la matinée, le billet vert s'octroyait 0,20% par rapport à la monnaie européenne, à 1,0409 dollar, et grappillait 0,01% à la devise britannique, à 1,2569 dollar. Le Dollar index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, évolue toujours proche de son sommet en deux ans. La semaine dernière, la Fed, tout en réduisant ses taux d'intérêt de 25 points, a signalé qu'elle ne projette désormais plus que deux baisses de taux pour 2025, contre quatre initialement prévues. La croissance britannique s'est elle affichée nulle au troisième trimestre, d'après des chiffres révisés publiés lundi. Ces données "n'auront pas d'influence significative sur les prochaines décisions du Comité de politique monétaire" de la Banque d'Angleterre (BoE), estiment les analyste. Les acteurs du marché envisagent à ce stade deux à trois baisses des taux britanniques l'année prochaine.

PREMIÈRE ÉDITION DE "HUAWEI CLOUD DAY"

Présentation de solutions numériques innovantes

L'entreprise "Huawei Télécommunication Algeria" a organisé, dimanche à Alger, la première édition du "Huawei Cloud Day", consacrée à la présentation de solutions technologiques contribuant au développement des infrastructures de l'économie numérique en Algérie et à la distinction des lauréats du concours Huawei Cloud pour les développeurs de logiciels. Dans une allocution à cette occasion, le président régional (Afrique du Nord) de "Huawei Cloud", M. Colin Hu a indiqué que l'entreprise Huawei considère les technologies modernes, notamment l'intelligence artificielle et le Cloud Computing, comme "la clé principale" pour réaliser la transformation numérique et économique, précisant que cette initiative vise à "présenter les solutions numériques développées par Huawei, ainsi qu'à distinguer les créateurs et développeurs qui contribuent à bâtir l'avenir numérique de l'Algérie". Il a également souligné l'engagement constant de Huawei à soutenir les jeunes talents, les étudiants créatifs et les startups afin d'exploiter ces technologies pour développer des solutions innovantes répondant aux besoins de la société. M. Hu a affirmé que son entreprise s'emploie, à travers cette manifestation, à "construire un environnement de programmeurs solide et de renforcer l'écosystème du Cloud numérique en utilisant des technologies avancées, comme l'intelligence artificielle, les bases de données et le Cloud computing natif", ajoutant que cet événement

"constitue une plateforme d'échange de connaissances et de promotion de l'innovation technologique entre programmeurs et projets innovants". En outre, cette manifestation, à laquelle ont assisté des représentants du Haut commissariat à la numérisation et de différents ministères tels que l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, l'Economie de la connaissance, les Start-up et les Micro-entreprises et la Poste et les Télécommunications, a permis de passer en revue les modalités de l'utilisation de l'Intelligence artificielle dans le développement de solutions Cloud pour l'accélération des applications et la conception de systèmes intelligents à même d'appuyer les différents secteurs, notamment l'agriculture, la santé et l'urbanisme. La première édition du concours Huawei "Spark Infinity" pour les développeurs de logiciels 2024, a rassemblé plus de 98 équipes issues de différentes régions d'Algérie. Les finales nationales, organisées le 15 décembre, ont vu la participation de 6 équipes ayant présenté des projets innovants exploitant les nouvelles technologies pour résoudre des défis sociétaux à l'aide de l'Intelligence artificielle. Ces équipes représenteront l'Algérie lors du concours Cloud Huawei pour l'Afrique du Nord, prévu au cours du premier semestre de 2025.

RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Clôture des travaux des assises nationales

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a présidé dimanche au Centre international de Conférences (CIC) "Abdelatif Rahal" à Alger, la cérémonie de clôture des assises nationales sur la réforme de la formation professionnelle, qui ont rassemblé plus de 1000 participants, entre acteurs et experts dans ce domaine. Dans une déclaration à la presse en marge de la clôture, le ministre a précisé que ces assises ont été sanctionnées par une série de recommandations portant sur plusieurs axes, dont "la transformation numérique, les normes de qualité, les mécanismes d'adaptation de la formation professionnelle au marché du travail ainsi que la contribution de la formation dans la création de richesse à travers l'encouragement de l'entreprenariat". Le ministre a indiqué que les propositions issues de cette rencontre "seront concrétisées à travers des politiques et des mesures à même de faire du secteur de la formation professionnelle une locomotive de création d'emplois". A noter que les participants à ces travaux, qui se sont étalés sur deux jours, se sont penchés sur l'étude et l'enrichissement de plusieurs axes liés à la formation professionnelle, sa contribution au marché du travail, l'amélioration de la qualité de la formation et l'ingénierie pédagogique, ainsi que la promotion de la numérisation, l'employabilité des diplômés de la formation professionnelle et l'accélération de la transformation numérique dans le secteur.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Décembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	66	82	50	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	68	78	58	الطماطم		
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف		
	Ail sec	470	541	398	الثوم الجاف		
	Carotte	66	76	57	الجزر		
	Navet	80	89	70	لفت		
	Choux fleur	78	88	69	قرنبيط		
	Choux	72	81	63	الكرنب		
	Courgette	166	181	151	الكوسة		
	Haricot vert	190	209	172	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	89	101	76	الخس		
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمونتين	فواكه طازجة	
	Mandarine	100	130	70	المندرين		
	Orange	120	140	100	البرتقال		
	Citron	126	146	106	الليمون		
	Pomme locale	370	474	267	التفاح المحلي		
	Datte	517	646	388	التمر		
	Banane	418	438	399	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1762	1892	1632	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج		
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,09	-0,56	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,69	2,11	7,05	7,66	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 238,00	2238,00	0,00	-0,86	-1,98	11,77	5,59	15433	34 539 054,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,24	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,03	2,03	-	0	0,00

INVESTISSEMENT DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les instructions du Président Tebboune

L'Algérie se met au vert. De puissance pétro-gazière, l'Algérie aspire aussi à gagner la course aux énergies propres. Concrètement, le secteur s'est donné comme objectif l'intégration dans le mix énergétique 15 000 mégawatts d'énergies renouvelables à l'horizon 2035.La création d'un secrétariat d'Etat auprès du ministre algérien de l'Énergie, chargé des énergies renouvelables, s'inscrit dans la volonté de rendre plus efficace la mise en œuvre de la stratégie visant le verdissement de l'économie algérienne pour répondre à des impératifs climatiques, économiques et géopolitiques. Reste que l'affectation des revenus des énergies propres devrait être affectée au développement national.

Par Réda Hadi

C'est ainsi que le Président de la République, lors du dernier conseil des ministres, a insisté à ce que l'investissement dans les énergies propres et l'affectation de leurs revenus soient dévolus au développement national. Selon le communiqué de la Présidence, e président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a insisté, lors de la réunion du Conseil des ministres, sur l'importance de l'investissement dans les énergies propres, leur exportation et l'affectation de leurs revenus au développement national.

Force est de reconnaitre qu'en la matière, l'Algérie est sur la bonne voie, d'où l'insistance du Président qui a enjoint le Gouvernement de « poursuivre le développement du système énergétique national au mieux des intérêts du pays ». L'Algérie a entrepris dans ce sens, d'innover et la multiplication des projets pilotes est une opportunité qui permet de mettre en œuvre des projets expérimentaux en biomasse, géothermie et solaire thermique. Au cœur de la stratégie, figure l'encouragement de l'investissement en multipliant les appels d'offres visant à mettre en compétition les investisseurs pour réduire les coûts de production d'électricité. Le secteur a besoin de promouvoir la création d'industries liées aux énergies renouvelables, notamment dans le stockage d'énergie et la gestion intelligente. Ceci est encouragé par la loi qui permet le rachat de l'électricité produite par des particuliers grâce à des contrats de vente d'électricité pour les projets d'énergie renouvelable.

La filière de l'hydrogène vert a, quant à elle, besoin de s'intégrer pleinement dans la chaîne de valeur en s'appuyant sur des infrastructures de stockage et de transport. Les investissements prévus sont à hauteur de 3 milliards de dollars. En mars dernier, 19 contrats ont été signés au profit des entreprises lauréates dans le cadre des appels d'offres pour la réalisation de deux projets solaires photovoltaïques de 2000 MW et de 1000 MW.

Le projet de 2000 MW porte sur la construction de 15 centrales solaires photovoltaïques. Le projet Solar 1000 inclut, quant à lui, la réalisation de 5 centrales photovoltaïques. La capacité totale des énergies renouvelables, cumulée et installée jusqu'à fin 2023, s'élève à 600,9 MW, selon le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (Cerefe). L'autre avantage est le coût de production de l'énergie solaire qui est en voie d'atteindre la rentabilité en Algérie.

Le coût de production estimé est compétitif, avec un coût actualisé de l'électricité (LCOE) évalué entre 0,039 et 0,045 par kWh. Le développement local des composants solaires pourrait également réduire les coûts à long terme.

L'Algérie est en passe de réussir son pari des énergies renouvelables, car elle est qualifiée de "géant" en raison de son potentiel en énergie renouvelable, et elle est bien placée pour exploiter ses ressources solaires, grâce à des projets novateurs qui devraient multiplier par trois la production d'électricité propre dans le pays, atteignant 3000 mégawatts d'ici 2025.

OUARGLA

Près de 14.000 qx de maïs jaune et plus de 12.000 qx de tournesol attendus

Une production de 13.700 quintaux (qx) de maïs jaune (maïs-grain) et 12.540 qx de graines de tournesol est attendue dans la wilaya d'Ouargla, lors de la campagne de récolte lancée dans la daïra de Hassi-Messaoud (80 km Sud-est d'Ouargla), a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Une superficie globale de 310 hectares (ha) a été consacrée à culture du maïs jaune, à travers les périmètres agricoles de la région de Gassi Touil (150 km de Hassi Messaoud) au titre de l'actuelle saison, a précisé la même source. Elle est répartie entre l'entreprise Agro-Alimentaire-Activité "3A SPA", filiale du groupe Sonatrach avec 90 ha, la société "Global AGRI.FOOD"' relevant du Groupe Madar Holding (180 ha) et l'entreprise "Benou Messaoud" (40 ha), a-t-on expliqué. Pour le tournesol, la superficie totale réservée à cette culture stratégique est estimée à 570 ha dans la région précitée. Représentant 91,5 % de la superficie totale cultivée dans la wilaya, les terres agricoles consacrées à la culture de tournesol à Hassi Messaoud, soit 300 ha, se répartissent également entre "3A SPA" avec 60 ha et "Global Agri Food" (210 ha), ainsi que d'autres investisseurs privés, selon les données de la subdivision locale de l'agriculture. La première expérience de la culture du tournesol, au titre de la saison agricole écoulée (2023-2024) à Hassi Messaoud, avait enregistré des "résultats encourageants" avec une production dépassant les 2.180 qx, a-t-on encore signalé.

R E.

32e ÉDITION DE LA FPA

Une vitrine du savoir faire des entreprises nationales

La 32e Foire de la production nationale (FPA), qui se tient depuis jeudi au Palais des expositions des Pins maritimes d'Alger, représente une vitrine du savoir-faire des entreprises algériennes, mettant en évidence les progrès notables réalisés par le secteur industriel local. Les producteurs locaux présents en force à cette manifestation ont assuré, dans des déclarations à l'APS, leur détermination à couvrir les besoins du marché national et aller davantage vers l'exportation, grâce aux performances réalisées tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif. Parmi les exposants qui suscitent l'admiration des visiteurs, l'Entreprise publique de construction et de réparation navale (ECOREP) qui présente, sur l'esplanade de la foire, deux modèles de bateaux de plaisance: le Balade en mer en fibre de verre et le Corsaire Boat en bois, mesurant chacun 16,50 mètres. Selon Dalila Benabida, responsable commerciale et de marketing de l'entreprise, ce sont généralement des particuliers qui investissent dans ce genre de bateaux pour lancer leur propre business. "Un investissement lucratif, d'autant que beaucoup de gens souhaitent explorer le littoral et découvrir les magnifiques sites féériques du pays, a-t-elle fait valoir. Basée à Bouharoun, dans la wilaya de Tipaza, l'entreprise est spécialisée, à la base, dans la construction de bateaux professionnels, notamment les chalutiers, les sardiniers, ainsi que des barques destinées à la pêche traditionnelle. Parmi ses réalisations notables, Mme Benabida mentionne un catamaran en aluminium de 17 mètres dédié à l'élevage de poissons à Chlef, ainsi qu'un thonier de 42 mètres actuellement en construction. A l'intérieur du pavillon central, des stands des produits électroniques et électroménagers captent l'attention des visiteurs, attirés par ces produits de luxe fabriqués localement, illustrant le progrès remarquable de l'industrie de l'électroménager et de l'électronique en Algérie. Parmi ces exposants, le groupe Condor, devenu, au fil des années, un groupe multimarque qui fabrique, en plus de sa gamme initiale, des produits sous des marques internationales. Mohamed Salah Daas, son directeur général adjoint, explique que la marque italienne Nardi a été acquise en 2017 par son groupe Condor qui fabrique et distribue désormais cette marque en Algérie ainsi qu'à l'export. Condor produit également des climatiseurs sous la marque japonaise Daikin, leader mondial dans ce domaine, ajoute M. Daas, soulignant que le groupe "exporte sa gamme de produits fabriqués localement vers 17 marchés internationaux et compte renforcer sa position grâce aux accords de la Zone arabe et à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)". Dans le même pavillon, le stand d'une autre marque d'électroménagers attire également les familles. Rachetée par le groupe Cévital en 2014, "toute la gamme Brandt est désormais fabriquée au niveau national, avec une main-d'œuvre locale et un savoir-faire algérien", selon les précisions de Fatima Souacire, responsable communication et digital au sein du groupe. "Actuellement, le taux d'intégration des réfrigérateurs et des machines à laver a atteint 80%, tandis que pour les autres gammes (cuisinières, climatiseurs, téléviseurs), il est d'environ 60%", s'est-elle félicitée.

Outre le marché national, ces produits sont commercialisés dans les marchés internationaux, notamment en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, selon la même responsable. L'événement met également en lumière l'essor du secteur de la robinetterie. Parmi les entreprises participantes, la SLR qui s'est lancée dans la fabrication de robinets sanitaires et accessoires de raccordement de plomberie. Basée à Koléa (Tipaza), l'entreprise produit également des vannes à gaz, des vannes à eau et des compteurs à eau "avec un taux d'intégration de 85% pour certains produits et de 100% pour d'autres", notamment les compteurs à eau, selon Lilia Boucharabine, responsable marketing de l'entreprise. L'entreprise qui couvre, selon elle, une large part du marché national en matériaux de robinetterie, a fourni des projets prestigieux tels que Djamaâ El-Djazair, les projets AADL, ainsi que des cliniques et des hôpitaux. "Elle réalise également des opérations d'exportation vers plusieurs pars dont l'Italie et la Tunisie", selon sa représentante. Un autre acteur clé du secteur industriel algérien est l'entreprise Iris Tyres, spécialisée dans la fabrication des pneus. Implantée dans la zone industrielle de Sétif avec une production de 2 millions d'unités par an, elle propose une large gamme, selon Saufi Aya, responsable marketing de l'entreprise. Elle cite notamment les pneus adaptés aux camions, voitures de sport, 4x4, des pneus conçus pour véhicules citadins et des pneus adaptés aux grandes berlines et de taille moyenne. "La priorité de l'entreprise est de répondre à la demande du marché local, avec une répartition de 70% pour le marché national et 30% pour l'exportation", souligne Mme Saufi, précisant que ces exportations sont destinées vers plusieurs régions du monde, notamment l'Europe, le Brésil et les pays du Golfe. Inauguré jeudi dernier par le président de la République, M. Abdelamdjid Tebboune, la 32e édition de la FPA, qui enregistre une participation de plus de 600 entreprises de différents secteurs, représente une aubaine pour faire connaitre le produit national et une incitation à consommer "Made in Algeria".

R E.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Une hausse de 100 % prévue cette année

Les travaux de réalisation de trois nouvelles piscines semi-olympiques ont été lancés récemment dans les communes d'El-Achir, Mansoura et Bordj Ghedir, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj après la levée du gel sur ces projets, a indiqué dimanche le Directeur de la jeunesse et des sports.
Dans une déclaration à l'APS, M. Djamel Dechir a précisé que cette levée de gel s'inscrit dans le cadre des efforts de consolidation des infrastructures de base sportives, d'amélioration des conditions de pratiques de la natation et de développement de la pratique sportive chez les jeunes.
Une enveloppe financière de 1,05 milliards DA a été octroyée à la concrétisation de trois projets dont la réception est prévue au cours de l'année prochaine 2025, selon le même responsable qui a souligné que ces futurs bassins de natation offriront à terme des espaces récréatifs et sportifs pour les jeunes et enfants de ces communes et contribueront à éviter les risques de noyade dans les mares fréquentées par certains jeunes durant la saison estivale.
Le même responsable a fait état de la concrétisation de l'opération de réhabilitation et restauration de la piscine semi-olympique du complexe sportif 20 août du chef-lieu de wilaya pour une enveloppe financière de 5 millions DA.
La direction du secteur a élaboré, selon son responsable, un programme d'activités et d'animation à travers les structures et stades de proximité de toutes les régions de la wilaya pour attirer les jeunes et les enfants et les éloigner des fléaux sociaux et des comportements négatifs.

100 LOGEMENTS SOCIAUX À SETTARA(JIJEL)

Les travaux entrent dans leur phase finale

La commune de Settara, située au sud-est du chef-lieu de la wilaya, connaît actuellement un important développement immobilier avec la construction de cent Logements Publics Locatifs (LPL).

Ce programme, réparti en deux tranches de cinquante unités chacune au titre des exercices 2021 et 2022, est implanté sur le plan d'aménagement foncier n°04 de la commune.Le projet, qui comprend la réalisation des structures principales des bâtiments, actuellement achevées, ainsi que les travaux de finition des appartements en cours d'exécution, entre dans sa phase finale. Les infrastructures de base, incluant les réseaux d'alimentation en eau, d'électricité et d'assainissement, sont également en cours d'installation.
Une attention particulière a été portée à la qualité de construction et à l'aménagement des espaces. Les logements, conçus selon des normes modernes, privilégient la fonctionnalité et le confort des futurs occupants. Les espaces communs font l'objet d'un aménagement soigné, visant à créer un cadre de vie agréable pour les résidents.
Le choix de Settara pour l'implantation de ce programme s'inscrit dans une stratégie de déconcentration urbaine menée par les autorités locales.
Cette initiative vise à dynamiser les zones rurales tout en répondant aux besoins croissants en logements des populations locales. Au-delà de sa dimension sociale, ce projet devrait avoir des retombées économiques significatives pour la région. La construction mobilise déjà une main-d'œuvre locale importante et stimule les activités connexes telles que le commerce et les services.
Le programme immobilier de Settara pourrait servir de modèle pour d'autres communes rurales de la wilaya. Il démontre la possibilité de réaliser des projets d'envergure respectant les standards modernes de construction tout en restant accessibles aux familles modestes. Cette initiative s'inscrit également dans une perspective de développement territorial équilibré. En dotant les zones rurales d'infrastructures de qualité, les autorités visent à réduire les disparités entre villes et campagnes, tout en favorisant un développement plus harmonieux de la wilaya. L'impact du projet devrait dépasser le simple cadre du logement. En effet, l'arrivée de nouvelles familles pourrait encourager l'installation de commerces et services supplémentaires, contribuant ainsi à la revitalisation économique de Settara et de ses environs.

MILA

Plus de 1.100 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

Pas moins de 1.162 foyers ont été raccordés au réseau d'approvisionnement en gaz naturel dans 10 communes de la wilaya de Mila, a indiqué dimanche la direction locale de Distribution de l'électricité et du gaz. Les projets de raccordement de ces foyers répartis entre 12 localités, dont la majorité enclavée, ont mobilisé une enveloppe financière de 239 millions DA pour un coût moyen de raccordement de 189.000 DA par foyer, a précisé, à l'APS, le responsable de la cellule de communication de cette direction, Réda Fergani. Les localités concernées sont les mechtas DouhSloughia et Oued Kareb(commune Benyahia Abderrahmane), Dakhla gharbia (Chelghoum Laïd), El Khenga(Oued Nedja), Ain Hamra Lemzara (Ferdjioua), Sidi Arridj (Oued El Athmania), Ras El Ma (Sidi khelifa), Ras El Bir (Sidi Merouane), Boulefrekh(Hamala), Djali (Teleghma) et El Oukef El Aloui (Zaghaïa), a-t-on ajouté. Le réseau de distribution global réalisé pour cette opération a atteint 85 km linéaires, selon la même source, qui a indiqué que les délais de réalisation de ces projets ont duré entre un mois et 12 mois.

COMPLEXE SPORTIF D'ORAN

Un troisième terrain de réplique en gazon naturel bientôt réceptionné

Le complexe sportif Miloud-Hadefi d'Oran bénéficiera bientôt d'un troisième terrain d'entrainement en gazon naturel, dont les travaux "tirent à leur fin", a révélé dimanche la direction de cette infrastructure.
"Après avoir terminé les travaux préliminaires ayant trait à la réalisation d'un troisième terrain d'entrainement en gazon naturel, il est prévu le lancement, début février prochain, de l'opération de son ensemencement", a indiqué, à l'APS, la même source.
Ce nouvel équipement, financé par la direction locale de la Jeunesse et des Sports (DJS), porte à trois le nombre de terrains de réplique, relevant de cette installation sportive, qui sont dotés d'une pelouse en herbe, en plus du terrain principal du stade dédié à la compétition officielle d'une capacité d'accueil de 40.000 places.
Outre les trois terrains en question, le complexe comprend également un quatrième terrain d'entrainement couvert d'une pelouse synthétique de dernière génération, a encore précisé M. Menazli.
Pour rappel, le complexe sportif Miloud-Hadefi comprend également, une salle omnisports qui peux accueillir jusqu'à 7.000 places, un centre nautique composé de trois bassins, dont deux olympiques, ainsi qu'un stade d'athlétisme de 4.200 places.
Le dernier équipement cité abritera, en avril prochain, le championnat d'Afrique d'athlétisme (garçons et filles) des moins de 18 et 20 ans, comme annoncé, récemment, par la Fédération africaine de la discipline.

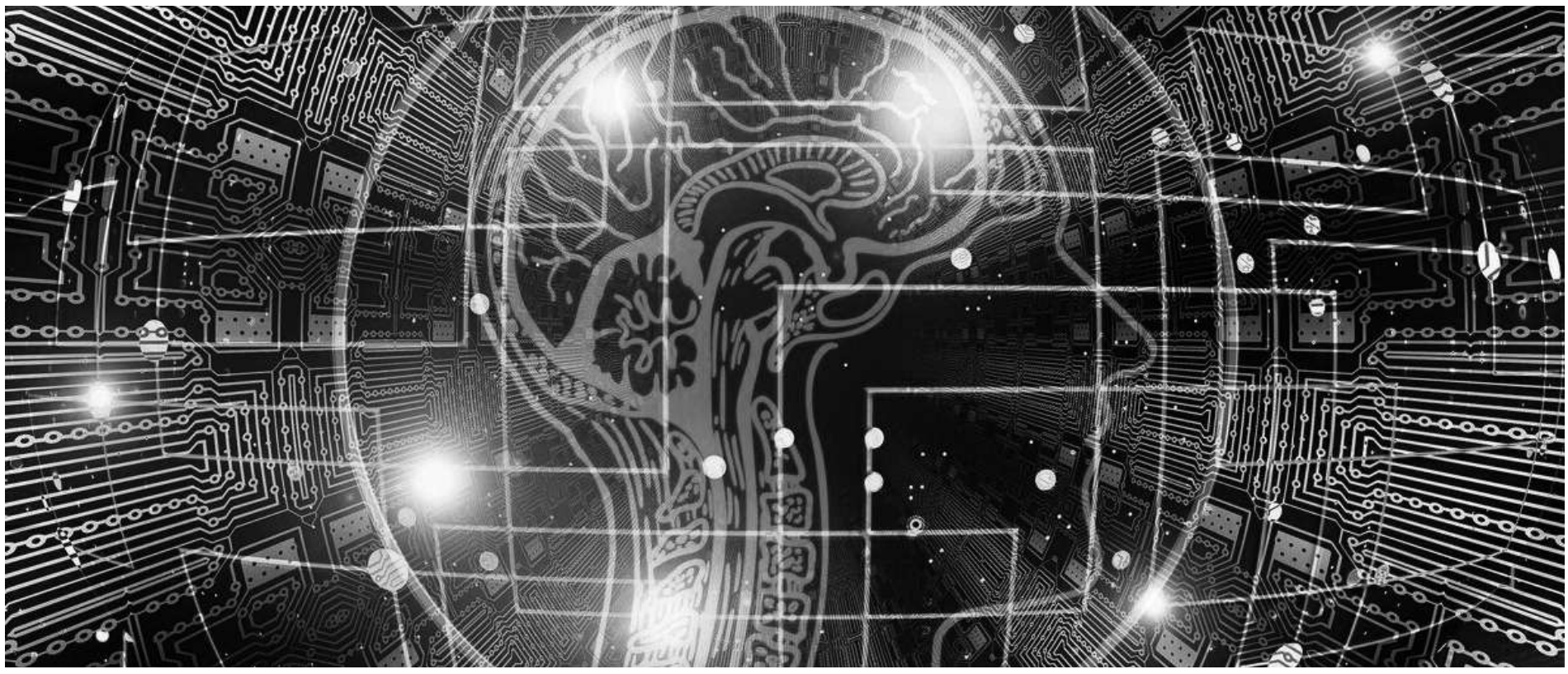
BATNA

29 ambulances médicalisées seront réceptionnées début 2025

Pas moins de 29 ambulances médicalisées seront réceptionnées début 2025 dans la wilaya de Batna, pour être aussitôt livrées à un certain nombre de communes, a déclaré, dimanche, le directeur de la santé et de la population (DSP), HamdiChagouri.
Les ambulances en question "seront réceptionnées en deux lots, le premier en janvier et le second en février", a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS, ajoutant que ce sont les établissements de santé situés dans des communes isolées qui en bénéficieront en priorité.
Depuis novembre 2023, pas moins de 38 ambulances, des véhicules tout-terrain et des camions frigorifiques pour le transport de médicaments ont été livrés à des polycliniques dans différentes communes de la wilaya, a également rappelé M. Chagouri.
Cette opération, financée dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, permettra d'améliorer les prestations de santé au bénéfice des habitants des zones montagneuses et éloignées, a encore indiqué le DSP.
Le 21 décembre , 3 ambulances médicalisées avaient été livrées à trois communes au cours d'une cérémonie présidée par le wali, Mohamed Benabdelmalek, qui avait affirmé que toutes les communes de la wilaya de Batna, au nombre de 61, bénéficieront de cette opération qui a couvert, jusqu'à présent, 41 collectivités situées, pour la majorité, dans des zones montagneuses et éloignées.

IA, NIS 2 et cybersécurité : y a-t-il un pilote dans l'avion ?

L'IA a définitivement changé le paysage des menaces cyber qui pèsent sur les organisations. En découle un « jetlag » entre le temps de détection et de réponse aux attaques, et les obligations réglementaires.



Par Etienne Bonhomme (*)

Synonymes de gains de productivité et de compétitivité, les usages de l'intelligence artificielle (IA) se développent petit à petit au sein des entreprises. Bien que source d'opportunités, l'IA se mue aussi en risque. L'IA a définitivement changé le paysage des menaces cyber qui pèsent sur les organisations. Elle permet aux acteurs de la menace d'industrialiser, de conduire leurs cyberattaques avec beaucoup plus de vélocité et d'efficacité qu'auparavant. En découle un « jetlag » entre le temps de détection et de réponse aux attaques, qui est désormais préjudiciable car en inadéquation avec les obligations réglementaires (ex: RGPD, NIS 2). Et une question : y a-t-il un (co)pilote pour maîtriser le risque cyber associé aux attaques alimentées par l'IA ?

Le constat est simple. Aujourd'hui, il ne faut plus que quelques heures aux acteurs malveillants pour exploiter une vulnérabilité au sein du système d'information d'une organisation. A contrario, il faut en moyenne six jours aux équipes de sécurité pour résoudre une alerte de sécurité. Face aux exigences des réglementations (inter)nationales qui obligent à déclarer un incident dans les plus brefs délais sous peine de sanctions (RGPD = 3 jours ; NIS 2 = « alerte précoce » 24h maximum après l'incident), ce "jetlag" entre l'attaque et la réponse ne permet pas à une organisation de respecter ses obligations réglementaires.

Ne nous trompons pas de sujet. La directive NIS2 est un excellent outil pour renforcer la cyber résilience et la posture de sécurité de nos entreprises et opérateurs d'importance vitale (OIV). Elle est synonyme d'une meilleure gestion (ex: plan de continuité, sécurité de la chaîne d'approvisionnement) et gouvernance des risques (responsabilisation des organes de direction, obligation de formation). Cependant les organisations doivent aussi composer avec une autre réalité protéiforme. Elles font face à la professionnalisation, la rapidité des acteurs de la menace et leur recours massif à l'IA pour devancer les outils et mesures de protection. A cela s'ajoutent un manque de compétences, de ressources humaines en matière de cybersécurité, et désormais, des sanctions financières et pénales. En effet, la directive intègre à présent la responsabilité des directions en cas de manquement à la cybersécurité, avec des sanctions financières pouvant atteindre jusqu'à 2% du chiffre d'affaires ou 10 millions d'euros.

L'IA, une source de risque

Le rapport de Mario Draghi sur la compétitivité européenne met en avant les bénéfices de l'IA : gains de productivité, meilleure compétitivité, gains de parts de marché. Si l'adoption de l'IA en entreprise est en marche, le chemin est encore long et le risque associé à son usage (non déclaré) existe. Pour preuves, selon ce même rapport, 7% seulement des PME/TPE déclarent utiliser l'IA contre 30% des grandes entreprises. 31% des salariés interrogés déclarent utiliser l'IA au travail.

Mais les études sur les usages non déclarés (shadow IA) doivent aussi nous interroger. La seconde édition de l'observatoire du travail hybride et augmenté 2024 précise que 70% des personnes interrogées déclarent des usages en matière d'IA générative, bien au-delà des services disponibles dans l'entreprise. L'IA peut dans ce cas devenir une source de risque car ces usages non déclarés augmentent la surface d'attaque offerte aux cyber attaquants. Dès lors, quelle stratégie d'adoption de l'IA et de sécurité mettre en place pour se protéger efficacement et répondre aux exigences réglementaires ? Tout d'abord, pour adopter l'IA plus rapidement et limiter le risque de cyberattaques alimentées par l'IA, les décideurs ont tout intérêt à définir un cadre d'adoption comprenant des mesures de sécurité basées sur l'IA. Ceci permet de combattre et neutraliser les impacts négatifs potentiels ou les risques associés à l'utilisation malveillante de l'IA. Il faut également bien comprendre que la sécurité (de et contre l'IA) est avant tout un problème de données. Plus vous collectez de données, en qualité et en quantité, au sein du système d'information, plus la télémétrie des menaces est grande et permet de prévenir, de contrer les attaques connues et inconnues. Ces données analysées, associées à l'usage de l'Intelligence Artificielle générative, du machine et du deep learning sont les meilleurs remparts pour prévenir et bloquer en temps réel les cyber-menaces actuelles, et notamment celles basées sur l'IA. Ensuite, pour l'adoption de l'IA dédiée à la cybersécurité, les organisations ont tout intérêt à faire le ménage dans leur écosystème IT. Les entreprises doivent parfois composer avec une dette technique ou des dizaines de produits de cybersécurité différents. Cette complexité crée des silos et augmente la surface d'attaque offerte aux cyber attaquants. L'adoption de l'IA est l'occasion unique pour les organisations de transformer leur approche de la cybersécurité. Grâce à une approche unifiée de la cybersécurité, à la combinaison de l'apprentissage automatique (Machine Learning), de l'apprentissage profond (Deep Learning) et avec l'accessibilité de l'IA générative (GenAI), la cybersécurité des organisations gagne en visibilité, elle devient proactive et surtout en temps réel. Elle va permettre aux équipes de sécurité d'automatiser la détection, la prévention et la réponse à l'attaque avec précision, rapidité et efficacité. Les usages de l'IA par les employés sont dès lors protégés, l'adoption peut s'accélérer en toute sérénité. Enfin, l'IA ne remplace pas l'humain. Elle complète son action. Les équipes de sécurité sont débordées par leur tâches, les alertes de sécurité. L'IA va copiloter leur action, réduire leur charge de travail, améliorer leur efficacité. Ainsi elles peuvent se concentrer sur des problèmes de sécurité plus complexes et stratégiques. En conclusion, il "n'IA" qu'un pas à faire pour surpasser l'ingéniosité et la rapidité des cyber attaquants. Le premier pas à faire est de documenter tous les risques internes et les usages liés à l'IA. Tout le monde dans une organisation doit comprendre ce qu'il peut et ne peut pas faire avec l'IA, et pourquoi. Toutes ces informations vont aider les entreprises à élaborer leur politique organisationnelle et de sécurité en matière d'IA, à sécuriser ses usages, à former les équipes, pour une adoption sereine et pérenne.

(*) VP et DG de Palo Alto Networks France

Source : La Tribune.fr

TUNISIE

Augmentation de l'indice des prix à la consommation de 0,8%

Selon l'Institut national de la statistique (INS), l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,8 % en octobre 2024, comparé au mois de septembre 2024.
Cette augmentation s'explique principalement par la flambée des prix dans plusieurs secteurs, notamment celui des vêtements et des chaussures, qui a vu une progression de 6,2 %. Les services de restauration et de cafés ont également connu une hausse significative de 2,5 %, tandis que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,2 %.
L'augmentation des prix des aliments et des boissons (0,2 %) est attribuable à la montée des prix des produits spécifiques tels que la volaille et les œufs, tous deux enregistrant une hausse de 1,1 %. Les légumes frais ont vu leurs prix augmenter de 1 %, tandis que les fruits frais et les poissons frais ont respectivement augmenté de 0,5 %. En revanche, une baisse de 2,1 % a été observée dans les prix des huiles alimentaires.
Concernant les services de restauration, de cafés et d'hôtels, une augmentation de 2,5 % a été notée, due à une hausse de 3,2 % des prix des services de restauration et des cafés.
Les vêtements et les chaussures, qui ont vu leurs prix augmenter de 6,2 % en octobre 2024, coïncident avec la fin de la période des soldes d'été. Plus précisément, les prix des vêtements ont augmenté de 6,1 %, ceux des chaussures de 7,3 %, et les tissus ont enregistré une hausse de 1 %. Les accessoires vestimentaires divers ont également vu leurs prix augmenter de 2 %.

ARABIE SAOUDITE

Un plan stratégique pour l'innovation mondiale et la croissance des PME

Alors que l'Arabie saoudite accélère la réalisation des objectifs de son plan Vision 2030, Monsha'at, l'Autorité générale des petites et moyennes entreprises, accueille Biban24 à Riyad.

Cet événement de premier plan réunira des entrepreneurs, des investisseurs et des PME du monde entier pour favoriser l'innovation, l'investissement et les possibilités de croissance dans tout le Royaume. L'un des points forts de l'événement de cette année sera le lancement d'un rapport complet sur l'écosystème entrepreneurial de l'Arabie saoudite, qui présentera les dernières informations économiques, les tendances et les opportunités pour les PME conformément à la Vision 2030.
Le tout nouveau rapport révèle les progrès remarquables accomplis par l'Arabie saoudite dans la création d'un environnement commercial dynamique, favorisé par un ensemble solide de réformes économiques et une stratégie de diversification ambitieuse.
Selon le rapport, l'Arabie saoudite a connu une croissance de 4,9 % de son activité économique non pétrolière au deuxième trimestre 2024, renforçant ainsi sa position de plaque tournante mondiale pour les PME et les investisseurs étrangers.
En tant que l'un des événements les plus populaires de ce type dans la région, Biban24 servira de plateforme pour la collaboration, l'établissement de partenariats et l'échange significatif d'idées et de points de vue. Les participants, y compris les entrepreneurs et les propriétaires d'entreprise, seront invités à tirer le meilleur parti de plus de 25 000 séances de formation, de mentorat et de conseil, afin d'acquérir une meilleure connaissance du lancement et de la croissance d'entreprises prospères.
Le forum offre également aux entrepreneurs et investisseurs internationaux une occasion de réseautage unique, qui leur permet de nouer des liens avec des entités locales et d'explorer les possibilités d'affaires dans les secteurs en plein essor de l'Arabie saoudite. Biban24 est le forum idéal pour apporter aux PME les conseils stratégiques et les ressources de financement indispensables à une croissance durable et à l'innovation technologique.
Le rapport présente une analyse complète des secteurs de développement clés, tels que les énergies renouvelables, l'intelligence artificielle et le tourisme culturel. Il souligne l'engagement de l'Arabie saoudite à autonomiser les PME grâce à des programmes de soutien financier et à des changements réglementaires qui réduisent les coûts de création d'entreprises et simplifient les processus d'octroi de licences.
L'Arabie saoudite a assuré sa stabilité économique en accordant la priorité à la croissance des secteurs non pétroliers, un changement stratégique qui s'est traduit par une croissance continue des activités non pétrolières, comme le soulignent les conclusions du rapport. Biban24 permettra aux PME de saisir ces occasions, grâce à des séances consacrées à la croissance stratégique, à l'innovation et au développement durable dans le paysage économique diversifié du Royaume.

BANQUE DE BAHREÏN ET DU KOWEÏT B.S.C.

Résultats pour le troisième trimestre et les neuf mois se terminant le 30 septembre 2024

La Bank of Bahrain and Kuwait B.S.C. a publié ses résultats pour le troisième trimestre et les neuf mois se terminant le 30 septembre 2024. Pour le troisième trimestre, la société a déclaré un bénéfice net de 16,5 millions de BHD, contre 19,5 millions de BHD il y a un an. Le bénéfice de base par action des activités poursuivies s'est élevé à 0,009 BHD, contre 0,011 BHD il y a un an. Le bénéfice dilué par action des activités poursuivies était de BHD 0,009 contre BHD 0,011 il y a un an.
Pour les neuf mois, le bénéfice net a été de 53 millions de BHD contre 56,5 millions de BHD il y a un an. Le résultat de base par action des activités poursuivies est de 0,029 BHD contre 0,031 BHD il y a un an. Le bénéfice dilué par action des activités poursuivies s'est élevé à 0,029 BHD, contre 0,031 BHD il y a un an.

MAURITANIE

Mauritel investit 35,2 millions $ pour améliorer la qualité de service

En août dernier, le régulateur a menacé les opérateurs télécoms de sanctions en raison de la mauvaise qualité des services fournis aux consommateurs. Mauritel risque 313,2 millions d'ouguiyas d'amendes, entre autres.
L'opérateur de téléphonie mobile MoovMauritel, filiale mauritanienne de Groupe Maroc Telecom, a annoncé le jeudi 31 octobre avoir engagé un programme d'investissement de 14 milliards d'anciens ouguiyas (35,2 millions $) pour renforcer son infrastructure télécoms.
D'une durée de sept mois, l'initiative a permis « d'aboutir à une nette amélioration de la qualité voix et Internet sur l'ensemble du territoire national ».
Cela intervient dans un contexte où les usagers et le gouvernement déplorent la mauvaise qualité des services fournis par les opérateurs télécoms.
Une mission de contrôle effectuée entre décembre 2023 et janvier 2024 par l'Autorité de régulation (ARE) a montré que « la qualité des services rendus par les opérateurs de communications électroniques à leurs usagers est manifestement en deçà des normes en vigueur, dans plusieurs villes, localités et axes routiers ».
Le gouvernement a donc menacé de sanctionner lourdement les opérateurs télécoms.
En plus d'une réduction des licences en cours de trois mois, les sanctions financières encourues sont de 127 millions d'ouguiyas pour Mattel, 313,2 millions d'ouguiyas pour Mauritel et de 100,2 millions d'ouguiyas pour Chinguitel. Une nouvelle mission de contrôle a été lancée en septembre pour vérifier d'éventuelles améliorations et appliquer les mesures prévues par la loi en cas de persistance de la non-conformité.
Cette annonce de Mauritel intervient quelques jours après que son concurrent Mattel a annoncé avoir achevé une campagne d'extension et de modernisation de son réseau télécoms engagée en 2022 avec l'appui technique de la société technologique chinoise Huawei.
L'amélioration de la qualité de service devrait permettre à Mauritel de répondre convenablement aux besoins de la clientèle, ce qui a le potentiel de réduire le taux de désabonnement et d'augmenter l'utilisation des services, selon l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA). Cela devrait également permettre à l'opérateur de téléphonie mobile d'éviter des pertes de revenus et de garantir un avantage concurrentiel.
MoovMauritel revendique le statut de « leader incontestable des télécommunications en Mauritanie ». Fin septembre 2024, l'entreprise a déclaré 2,5 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. Fin septembre 2023, elle disposait d'une part de marché de 52 % sur ce segment où elle est en concurrence avec Mattel et Chinguitel. L'opérateur télécoms compte également 15 000 abonnés à la téléphonie fixe et 37 000 abonnés au haut débit fixe.

AFRIQUE-PAYS DU GOLFE

Le commerce a atteint 121 milliards $ en 2023

Le rapport souligne que l'offensive économique menée par les pays du Golfe en Afrique s'explique essentiellement par leur volonté de se diversifier au-delà des hydrocarbures, et la perception du continent comme un moteur essentiel de la croissance mondiale, durant les décennies à venir.

Les échanges commerciaux entre l'Afrique et les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), en l'occurrence l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Emirats arabes unis et le Qatar, ont atteint environ 121 milliards de dollars en 2023, selon un rapport publié le lundi 16 décembre 2024 par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

Intitulé « Rising Gulf investments in Africa : Unlockingopportunities and navigating challenges », le rapport précise que la valeur du commerce bilatéral entre l'Afrique et les six monarchies pétrolières du Golfe a ainsi plus que doublé comparativement à l'année 2016 (57,7 milliards de dollars).

Les exportations de l'Afrique vers les pays membres du CGG sont passées de 28,3 milliards de dollars en 2016 à 69,4 milliards en 2023. Les importations des 54 pays du continent provenant du bloc régional des pays situés sur les bords du Golfe Persique ont, quant à elles, atteint 51,5 milliards de dollars durant l'année écoulée contre 29,4 milliards en 2016.

Les principaux partenaires commerciaux du Conseil de coopération du Golfe sont

l'Egypte, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, le Maroc, le Soudan et l'Erythrée.

Le rapport indique également que les pays membres du CCG ont considérablement intensifié leurs investissements directs en Afrique, dans le cadre d'une stratégie globale visant à atténuer les risques liés à la forte dépendance de leurs économies aux recettes des exportations des hydrocarbures.

Entre 2012 et 2022, les investissements directs de ces six monarchies pétrolières sur le continent ont dépassé 100 milliards de dollars. Avec 59,4 milliards de dollars durant la période sous revue, les Emirats arabes ont été la première source de ces IDE, suivis de l'Arabie saoudite (25,6 milliards de dollars) et du Qatar (7,2 milliards de dollars).

En 2023, les pays du CCG ont annoncé 73 projets d'IDE d'un montant cumulé de plus de 53 milliards de dollars en Afrique, soulignant l'intérêt croissant du bloc régional pour les opportunités d'investissement sur le continent.

Souvent portés par des fonds souverains comme le Public Investment Fund (Arabie saoudite) ou des entreprises publiques à l'instar de Mubadala (Emirats arabes unis), ces investissements privilégient les secteurs à rendement immédiat et élevé comme l'immobilier et les projets agricoles dédiés à l'export.

CÔTE D'IVOIRE

Contrat de 35 millions $ pour Lycopodium à la mine d'or Koné

Le canadien Montage Gold veut construire la plus grande mine d'or de Côte d'Ivoire, avec un budget total dépassant 800 millions $. Les travaux impliquent plusieurs sociétés de sous-traitance qui devraient contribuer à une mise en service de la mine au deuxième trimestre 2027.

Montage Gold a officiellement lancé mercredi 18 décembre les travaux de construction de la plus grande mine d'or de Côte d'Ivoire, pour un coût total de 835 millions $. La société australienne d'ingénierie Lycopodium a signalé le lendemain qu'elle a obtenu sur ce projet aurifère un contrat de 56,7 millions de dollars australiens (35,3 millions $).

Il s'agit d'un contrat d'ingénierie, approvisionnement et gestion de la construction (EPCM) pour l'usine de traitement de la mine, d'une capacité de 11 millions de tonnes par an, ainsi que ses infrastructures annexes. Lycopodium a l'intention de démarrer immédiatement les travaux, en vue d'une entrée en production de la mine Koné au deuxième trimestre 2027.

Il faut souligner que la société australienne n'en est pas à son premier contrat à Koné, puisqu'elle a travaillé jusqu'ici sur les services d'ingénierie et de conception préliminaires (FEED) pour le projet. Lycopodium a aussi travaillé sur les chantiers de construction des mines d'or ivoiriennes Séguéla et Lafigué, entrées en production en 2023 et 2024.

Pour le moment, aucun détail n'a été fourni sur les sociétés de sous-traitance ivoiriennes engagées sur la construction de la mine d'or Koné. Montage Gold a engagé sur le chantier des membres de la communauté locale qui ont été précédemment formés au Lycée Technique de Mankono, et compte une équipe de 350 personnes pour les travaux de construction.

CACAO

Le Ghana revoit ses prévisions de récolte à la baisse pour 2024/2025

Depuis le début de l'année 2024, les prix du cacao se sont affichés à des niveaux élevés, atteignant un record historique en décembre. Cette situation pourrait s'aggraver davantage en 2025 avec la révision à la baisse de la récolte attendue au Ghana, deuxième producteur mondial de fèves.

Au Ghana, la récolte de cacao est désormais attendue à 617 500 tonnes pour le compte de la campagne 2024/2025 qui a débuté en septembre dernier.

C'est ce que rapporte Bloomberg citant des sources proches de l'industrie ayant requis l'anonymat.

Le stock annoncé traduit une baisse de 5 % par rapport aux prévisions de récolte de 650 000 tonnes formulées par le Conseil du cacao (Cocobod) en début de campagne. Cette révision à la baisse est principalement attribuée à l'arrivée du harmattan dont les vents chauds et secs devraient affecter la productivité des vergers jusqu'en février prochain.

Plus largement, ce développement dans la filière ghanéenne devrait renforcer les inquiétudes liées à l'approvisionnement en cacao sur le marché international d'autant plus que la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, a également réduit ses estimations de récolte de près de 14 %, à 1,9 million de tonnes, pour des raisons similaires.

Il faut noter que les inquiétudes liées à l'approvisionnement en cacao en provenance de ces deux pays ont ravivé la flambée des cours de la fève qui étaient passés en dessous de la barre des 10 000 $ la tonne jusqu'au début du mois de décembre.

Ainsi dans la journée du 18 décembre à New York, le contrat de cacao le plus actif a atteint 12 636 $ la tonne, soit le plus haut niveau jamais enregistré, effaçant d'ailleurs le précédent record de 12 220 $ atteint le 15 avril dernier et couronnant plusieurs semaines de hausse.

GABON

Le pétrole a moins participé au PIB en 2022-2023 malgré une production en hausse

En droite ligne du plan du gouvernement gabonais, qui souhaite voir le pays moins dépendant de ses industries extractives, dont la volatilité des marchés peut être préjudiciable à l'économie.

La production pétrolière a affiché une participation en baisse dans le PIB du Gabon, chutant de 28,2% à 25,3% sur la saison 2022-2023 selon le ministère de l'Économie relayé par Le Nouveau Gabon. Cela s'attribue à la baisse du prix moyen des bruts locaux, qui est passé de 100 $ en 2022 à 80,5 $ en 2023. En 2023, la production pétrolière a pourtant augmenté de 7,6%, dépassant les prévisions (+3,3%), en raison du bon rendement des champs.

Cet état de choses est néanmoins en accord avec les projections du gouvernement gabonais. En effet, ce dernier cherche à réduire cette part à moins de 20% à l'horizon 2025, estimant que la dépendance excessive de l'économie aux revenus pétroliers et miniers représente un risque majeur, en raison de la volatilité des marchés financiers.

Dans cette optique, des mesures ont été prises ces dernières années dans le but de diversifier l'économie du pays, notamment en augmentant la part des secteurs forestier et agricole dans le PIB. Selon les autorités gabonaises, ces efforts pourraient contribuer à relancer une économie en crise et à créer des emplois.

C'est d'ailleurs dans ce contexte que le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), lancé en 2009, a été mis en place pour réduire la dépendance de l'économie gabonaise au pétrole. Le PSGE a été suivi du Plan d'accélération de la transformation de l'économie gabonaise et du Plan national de développement pour la transition (PNDT).

POINT-MARCHÉS

Les actions se redressent, les investisseurs se réjouissant de l'allègement de l'inflation aux USA

Les actions mondiales ont été stimulées lundi par une lecture de l'inflation américaine qui laisse espérer un nouvel assouplissement de la politique l'année prochaine, ainsi que par le soulagement que Washington ait évité une fermeture du gouvernement .

Après une récente avalanche de décisions de la part des banques centrales, cette semaine, seuls les procès-verbaux de quelques-unes de ces réunions seront publiés, tandis que la Réserve fédérale ne prononcera pas de discours et que les données américaines ne seront pas prises en compte.
Les principaux thèmes du marché restent en grande partie les mêmes, le dollar étant soutenu par une économie relativement forte et des rendements obligataires plus élevés, ce qui pèse sur les matières premières et l'or.
Les marchés européens ont été mis à mal ces dernières semaines, les investisseurs ayant renforcé leurs positions sur les actions américaines et le dollar. Le STOXX 600 , qui a baissé de 0,15 %, se dirige vers une chute de 4 % ce trimestre, sa pire performance trimestrielle depuis 2 ans et demi, contre un gain de 3 % pour le S&P 500.

L'euro EUR=EBS a atteint ses plus bas niveaux depuis deux ans

Ces dernières semaines et se dirige également vers sa plus faible performance trimestrielle face au dollar depuis le deuxième trimestre 2022, en baisse de 6,5%. Les investisseurs sont devenus plus sombres quant aux perspectives de l'économie de la zone euro, en particulier à la lumière de la menace du président élu américain Donald Trump d'imposer des droits de douane élevés sur les exportations régionales vers son pays.
"Nous avons ajusté notre trajectoire pour l'euro/dollar un peu plus bas pour l'année prochaine, tandis que les risques restent orientés vers un dollar encore plus fort, car la plupart des sujets à l'ordre du jour de Trump - y compris la baisse des impôts et de la réglementation, la guerre commerciale, les déportations massives et une attitude controversée par rapport aux tensions géopolitiques - ont le potentiel de stimuler le dollar", a déclaré Jan von Gerich, stratège chez Nordea. Les troubles politiques dans deux des principaux moteurs de croissance de la zone euro - l'Allemagne et la France - ont pesé sur la confiance des investisseurs en Europe, alors que l'économie américaine n'a montré aucun signe réel de faiblesse, avec une croissance de l'emploi, une baisse progressive de l'inflation et une activité commerciale robuste, ce qui a poussé le S&P 500 à des niveaux record cette année.
"Aux États-Unis, l'économie se montre toujours résiliente mais avec des tendances de plus en plus divergentes en raison de l'effet de l'élection de Donald Trump", ont indiqué dans une note les stratèges du gestionnaire d'actifs Edmond de Rothschild.

Strong stocks

En Asie, le Nikkei japonais a gagné 1,2%, tandis que l'indice Topix des constructeurs automobiles a grimpé de 1,3%, aidé par des signes de progrès dans une fusion potentielle entre Honda et Nissan . L'indice MSCI All-World .MIWD00000PUS , qui a gagné 16% cette année, était en hausse de 0,2% sur la journée.
En attendant le début des négociations à Wall Street, les contrats à terme sur le S&P 500 ESc1 étaient en hausse de 0,3 %, tandis que les contrats à terme sur le Nasdaq NQc1 augmentaient de 0,5 %. Le S&P 500 a perdu près de 2 % la semaine dernière et le Nasdaq 1,8 %, bien que ce dernier soit toujours en hausse de 30 % sur l'année. Les contrats à terme américains laissent entendre qu'environ deux réductions d'un quart de point sont prévues pour l'année prochaine, ce qui porterait le taux de référence dans une fourchette de 3,75 à 4,0 %. Il y a deux semaines à peine, cette prévision était plus proche d'une fourchette de 3,50-3,75 %. En conséquence, les rendements des bons du Trésor à 10 ans ont fortement augmenté, bondissant de près de 42 points de base en deux semaines pour atteindre environ 4,54 %, ce qui constitue la plus forte hausse depuis avril 2022. Sur les marchés des devises, l'indice du dollar s'est maintenu près de son plus haut niveau en deux ans, à 107,96 -USD , après avoir gagné environ 2 % ce mois-ci.
L'euro a baissé de 0,2% à 1,0409 $, après avoir frôlé des plus bas de deux ans la semaine dernière sous 1,04 $. Face au yen, le dollar a progressé de 0,1% à 156,55 JPY=EBS . Les prix du pétrole ont augmenté avec d'autres actifs à risque, bien que le dollar élevé reste un fardeau ainsi que les inquiétudes sur la demande chinoise après les faibles chiffres des ventes au détail de la semaine dernière. O/R Les contrats à terme sur le pétrole Brent ont augmenté de 0,2 % pour atteindre 73,07 $ le baril, tandis que le pétrole brut américain a gagné 0,3 % pour s'échanger à 69,62 $.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 20 Décembre 2024
Valeur : 24 Décembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.5528	134.5678
1	EUR	EURO	140.1637	140.2062
1	GBP	POUND STERLING	168.3172	168.4203
100	JPY	JAPANESE YEN	85.8063	85.8377
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4354	18.4380
1	CHF	SWISS FRANC	150.1705	150.2544
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.6019	93.6319
1	DKK	DANISH KRONE	18.7574	18.7629
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2047	12.2169
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.7852	11.8024
1	AED	UAE DIRHAM	36.6300	36.6400
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.7910	35.8084
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.5762	436.9084
1	TND	TUNISIAN DINAR	41.9178	42.3391
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4039	13.4054
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3087	27.4488
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3808	3.3913
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.5979	175.5979

BOURSE ZURICH

Ouverture incertaine pour la dernière séance avant Noël

La Bourse suisse a entamé avec peu d'entrain lundi la dernière séance avant Noël, la plupart des intervenants ayant déjà déserté le parquet en prévision des fête de fin d'année.
Quelques rares annonces d'entreprises et données macroéconomiques devraient néanmoins alimenter la séance.
Wall Street a terminé en hausse vendredi soir, inspirée par un indicateur qui a atténué les craintes du marché de voir l'inflation résister ou même accélérer aux Etats-Unis.
"Ce rebond fait suite à des données plus fraîches que prévues sur l'inflation. Cela a permis d'atténuer les inquiétudes du marché suscitées par la prévision de la Réserve fédérale d'une réduction des taux d'intérêt en 2025", a résumé John Plassard de Mirabaud Banque dans un commentaire. La tendance positive a également été soutenue par l'évitement de justesse samedi d'une paralysie budgétaire aux Etats-Unis ("shutdown") qui aurait renvoyé, sans paie, des centaines de milliers de fonctionnaires chez eux pour les fêtes.
La signature de cet accord de dernière minute aux Etats-Unis un indice d'inflation PCE meilleur que prévu en novembre devraient soutenir les marchés, ont estimé les analystes de Raiffeisen dans une note, évoquant néanmoins "un négoce calme avant Noël".
A l'agenda macroéconomique figurent ce lundi l'indice de confiance des consommateurs en décembre aux Etats-Unis et l'indice UBS-CFA au mois de décembre en Suisse.
Au Royaume-Uni, la croissance est restée nulle au troisième trimestre, a annoncé l'Office national des statistiques (ONS) qui a revu à la baisse sa première estimation de 0,1%.
Vers 09h18 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI reculait de 0,05% à 11'379,62 points, après avoir abandonné 0,26% vendredi en clôture. Le SLI perdait 0,08% à 1882,57 points et le SPI baissait de 0,07% à 15'188,53 points.
La majorité des valeurs vedettes figurait dans le rouge, emmenées par Sika (-1,1%). Les analystes de Goldman Sachs ont abaissé l'objectif de cours du géant des produits chimiques pour le secteur du bâtiment, mais confirmé la recommandation à l'achat.
Straumann (-1,0%) et Sandoz Group (-0,8%) cédaient aussi leur gains, sans informations particulières.
A l'autre bout du tableau, les assureurs Swiss Re (+0,8%) et Zurich Insurance (+0,6%), ainsi qu'UBS Group (+0,5%) étaient recherchés.
Swisscom (+0,2%) ne faisait pas grand cas du feu vert des autorités italiennes au rachat de Vodafone Italia. Le géant bleu prévoit de finaliser la transaction d'ici le premier trimestre 2025.
Sur l'indice général SPI, SoftwareOne (-5,0%) dénotait. Research Partners a abaissé l'objectif de cours et la recommandation du distributeur de logiciels.
Basilea (-0,1%) a reçu 7,3 millions de dollars de la part du fonds Combating Antibiotic-Resistant Bacteria Biopharmaceutical Accelerator (CARB-X) pour développer l'antibiotique BAL2420 et effectuer de premières études cliniques sur l'humain mi-2026.
Gurit (+8,5%) s'envolait par contre. Le fabricant de matériaux composites s'attend à des dépenses globales de restructuration et de dépréciation d'environ 40 millions de francs suisses. Ces frais seront principalement comptabilisés dans ses résultats financiers de 2024.

EUROPE

Le budget de la Hongrie dans le collimateur de la Commission européenne

Budapest semble traîner des pieds pour soumettre une image réaliste des perspectives économiques de la Hongrie, selon une lettre de la Commission européenne la dernière querelle potentielle dans un schéma de détérioration des relations avec Bruxelles.

Le programme budgétaire de la Hongrie manque d'informations importantes et est basé sur des données peu fiables. C'est ce qu'a déclaré le commissaire européen Valdis-Dombrovskis dans une lettre d'avertissement adressée au ministre des Finances Mihály Varga.

Budapest semble traîner des pieds pour soumettre des prévisions économiques réalistes à Bruxelles, ce qui fait partie d'une confrontation croissante entre les deux parties.

"A ce stade, d'importants éléments manquent encore, ou nécessitent des ajustements et des précisions supplémentaires, pour que la Commission puisse finaliser son évaluation du plan budgétaire à moyen terme de la Hongrie", a écrit M. Dombrovskis, qui est le commissaire européen chargé de l'économie.

La Commission souligne également les problèmes liés aux données sur la croissance économique, l'inflation et les dépenses d'intérêt, en précisant que les écarts par rapport à sa propre méthodologie doivent être "dûment justifiés".

L'analyse est censée expliquer comment le gouvernement de Viktor Orbán prévoit de rétablir l'équilibre budgétaire au cours des prochaines années, après que les règles strictes de l'UE en matière de dépenses ont été assouplies à la suite de la pandémie de grippe aviaire et de la crise énergétique qui s'en est suivie.

Mais l'évaluation complète de l'exécutif européen "pourrait prendre un certain temps [...] étant donné l'ampleur des informations manquantes", ce qui pourrait repousser la date limite du 12 décembre à la mi-janvier de l'année prochaine, selon la lettre.

Amendes en cas d'infraction

Le traité de l'UE limite les dettes que les États membres peuvent contracter. En principe, le non respect du pacte budgétaire européen peut donner lieu à des amendes, même si ces mesures sévères n'ont jamais été imposées.

Le pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne vise à éviter les turbulences économiques dans la zone euro, comme cela a été le cas en Grèce après la crise financière mondiale de 2007-2008, mais les règles s'appliquent également, bien que de manière moins stricte, aux pays qui ne partagent pas la même monnaie, comme la Hongrie.

Selon les "critères de Maastricht" de l'UE, l'encours de la dette publique ne doit pas dépasser 60 % de la production économique annuelle, ou PIB, et le déficit budgétaire ne doit pas être supérieur à 3 %.

Ces règles budgétaires ont été largement suspendues pendant les dépenses publiques liées à la pandémie et à la crise énergétique qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais elles sont de nouveau en vigueur depuis cette année.

La Hongrie a apparemment tardé à soumettre ses plans budgétaires, ce qui signifie qu'elle n'a pas pu être évaluée fin novembre, comme la plupart des autres États membres de l'UE.

Compte tenu des problèmes de politique intérieure, la Commission avait accordé un délai supplémentaire à cinq autres États membres pour présenter leurs propositions en matière de déficit. Il s'agit de l'Allemagne, qui a convoqué des élections anticipées pour février, et de la Belgique, qui tente toujours de former une coalition gouvernementale après les élections fédérales de juin.

En novembre, un seul des 21 pays restants s'est vu attribuer une note d'échec pour sa trajectoire budgétaire. La Commission a réprimandé les Pays-Bas, traditionnellement adeptes de la rigueur budgétaire, pour leur déficit qui devrait passer de 0,2 % cette année à 2,4 % en 2026, en partie à cause de réductions de l'impôt sur le revenu et d'une augmentation des investissements publics.

Un impact toxique

Se conformer aux exigences de Bruxelles peut avoir un impact toxique sur la politique intérieure. Le gouvernement du Premier ministre français Michel Barnier est tombé cette semaine après que les députés ont refusé de soutenir son plan de sept ans visant à réduire le déficit de la France, qui, à 6,2 %, est le plus élevé de la zone euro.

La Hongrie arrive également à la fin d'un semestre compliqué au cours duquel elle a présidé les discussions entre les États membres au sein du Conseil de l'UE.

Budapest a opposé son veto à plusieurs reprises aux sanctions et autres mesures prises contre la Russie en réponse à l'invasion de l'Ukraine, et a refusé d'appliquer les arrêts de la Cour européenne sur les droits d'asile, ce qui a conduit Bruxelles à suspendre des fonds lucratifs de l'UE.

ROYAUME-UNI

La croissance est restée nulle au troisième trimestre

La croissance britannique est restée nulle au troisième trimestre, a annoncé lundi l'Office national des statistiques (ONS), qui a revu à la baisse sa première estimation de 0,1%. "Il n'y a pas eu de croissance dans le secteur des services au cours du dernier trimestre, tandis qu'une augmentation de 0,7% dans la construction a été compensée par une baisse de 0,4% dans la production", relève l'ONS dans son communiqué. L'organisme a également revu à la baisse la croissance au deuxième trimestre, à 0,4%, contre 0,5% auparavant. "L'économie a été plus faible aux deuxième et troisième trimestres de cette année que ne le laissaient supposer nos estimations initiales, les restaurants, les cabinets d'avocats et le secteur de la publicité, en particulier, ayant enregistré de moins bons résultats", a expliqué la directrice des statistiques économiques de l'ONS, Liz McKeown. Ces chiffres viennent contrecarrer les plans du gouvernement travailliste, qui a érigé la croissance en priorité mais peine pour l'instant à convaincre, son premier budget, fait d'importantes hausses d'impôts et d'emprunts exceptionnels, ayant plongé le monde économique dans l'expectative. "Le défi que nous devons relever pour redresser notre économie et financer correctement nos finances publiques après 15 ans de négligence est énorme", a commenté dans un communiqué la ministre des Finances, Rachel Reeves. Elle promet "une croissance durable à long terme" et "plus d'argent dans les poches des citoyens, grâce à des investissements accrus et à des réformes incessantes".

ETATS UNIS

Trump menace de reprendre le contrôle du canal de Panama

Le président panaméen a rejeté les menaces de Donald Trump, qui a déclaré que les États-Unis reprendraient possession du canal de Panama si le pays ne garantissait pas un fonctionnement "sûr" et "fiable".

Le président du Panama a rejeté dimanche la menace du président américain élu, Donald Trump, de reprendre le contrôle du canal de Panama, cette voie de passage entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique, cruciale pour le commerce mondial.

"Le canal n'est contrôlé, directement ou indirectement, ni par la Chine, ni par la Communauté européenne, ni par les États-Unis ni tout autre puissance. En tant que Panaméen, je rejette fermement toute expression qui déforme cette réalité", a déclaré le président panaméen José RaúlMulino, dans une vidéo sur son compte X (ex-Twitter), sans mentionner explicitement Donald Trump.

Cette déclaration fait suite à la menace proférée samedi par ce dernier sur son réseau Truth Social. "Notre marine et notre commerce sont traités de manière particulièrement injuste (...) Les droits (de passage) que font payer le Panama sont ridicules", a déclaré le républicain, qui doit succéder le 20 janvier au démocrate Joe Biden. "Cette arnaque totale de notre pays cessera immédiatement", a-t-il promis.

Le contrôle du canal de Panama, achevé par les États-Unis en 1914, a été entièrement rendu au pays d'Amérique centrale en 1999, en vertu d'un accord signé par le président démocrate Jimmy Carter en 1977.

Accord de 1997

"C'était seulement au Panama de le gérer, pas à la Chine ou à qui que ce soit d'autre", a écrit Donald Trump samedi.

"Nous ne le laisserions ni le laisserons JAMAIS tomber entre de mauvaises mains!", a affirmé Donald Trump.

Si le Panama n'est pas en mesure de garantir "le fonctionnement sûr, efficace et fiable" de cette voie maritime, "nous exigerons alors que le canal de Panama nous soit restitué, en totalité, et sans discuter", a-t-il poursuivi. Le président panaméen a répondu en exigeant le "respect" de son pays et a assuré que "chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir". "La souveraineté et l'indépendance de notre pays ne sont pas négociables", a-t-il ajouté.

"Toute tentative" de mettre fin à la gestion du canal par le Panama est "une infraction", a en outre jugé sur Instagram un ancien président du pays, Martín Torrijos(2004-2009). Malgré les déclarations de Donald Trump, José RaúlMulino espère avoir "une relation bonne et respectueuse" avec la future administration américaine, pour aborder les sujets comme l'immigration clandestine ou le trafic de drogue.

L'intrigante rivale chinoise de la Renault 5 électrique est là

ur le papier, la citadine électrique Firefly du Chinois Nio possède tout pour battre les Renault 5 E-Tech et autres Citroën ë-C3. Et justement, elle doit arriver.

Nio, marque toujours financièrement en délicatesse et largement aidée par les fonds publics chinois, était connue jusqu'à présent pour ses SUV et autres berlines électriques à la vocation « premium » et ses modèles de taille familiale.
Mais avec la nouvelle division Firefly officiellement lancée en Chine, Nio s'aventure désormais sur le terrain des modèles plus petits et abordables. Le tout véhicule de cette nouvelle marque prend la forme d'une petite auto à cinq portes dont les dimensions la positionneront entre le segment des citadines et celui des compactes (on n'a pas encore les chiffres exacts pour le moment).
Elle affiche un design assez surprenant avec ses optiques qui se composent de trois phares de chaque côté de la face avant, rappelant un peu les objectifs photos de certains smartphone. Il y a aussi un petit air de Honda e là-dedans.

Chasseuse de Renault 5 ?

Pour l'instant, on sait seulement que la voiture dispose d'un rayon de braquage de 4,7 mètres, un coffre avant de 92 litres et une capacité maximale de coffre de 1 250 litres (probablement avec la banquette arrière rabattue).
En attendant de connaître la capacité de sa batterie et de découvrir son habitacle, tout le monde se demande aussi quel sera le prix de cette auto qui, sur le papier, pourrait faire encore mieux que la MG4 sur notre marché en supposant qu'elle puisse coûter encore moins cher que cette dernière (21 990€ après remise rappelons-le).
Car oui, comme le rapportent les journalistes de CarNewsChina, Nio prévoit bien de lancer la marque. Firefly sur le marché européen d'ici le second trimestre de l'année 2025. Bref, c'est potentiellement une nouveauté importante.

35 000 emplois en moins chez Volkswagen

Après des semaines d'âpres négociations, Volkswagen est parvenu à un accord : 35 000 emplois en moins d'ici à 2030. Le groupe assure que cela se fera en douceur, mais le mal est nécessaire pour éviter de sombrer.
Tous les dirigeants des différentes marques du groupe tenaient à peu près le même discours : il fallait absolument agir pour ne pas voir le géant Volkswagen crouler sous le poids de la concurrence et de la baisse du marché. Un marché européen qui a effectivement perdu environ un quart de ses volumes depuis que le Covid est passé par là, et qui ne s'en est jamais vraiment remis.
Ce qui conduit de nombreux constructeurs à se poser la question du nombre d'usines à conserver en Europe, sachant que la plupart étaient déjà sous-utilisées avant la pandémie. La question est d'autant plus épineuse quand on s'appelle Volkswagen, qu'on rassemble une bonne douzaine de marques et qu'on est face à un mur.

Pour éviter de se retrouver dans une situation délicate, il fallait donc "dégraisser". Mais ce n'est pas le genre de discours qu'aiment entendre les salariés allemands du groupe, qui sont allés jusqu'à la grève ces dernières semaines.
Après d'intenses négociations, les deux parties sont tout de même tombées sur un accord pour une réduction des effectifs… en douceur.

35 000 postes en moins

L'accord est si historique qu'il a pris un nom : Future Volkswagen. Le groupe se laisse jusqu'à 2030 pour supprimer 35 000 postes en Europe, une première pour Volkswagen. Rien qu'avec la réduction progressive de la masse salariale, le groupe espère économiser plus d'un milliard d'euros par an, pour atteindre quatre milliards d'économies annuelles au plus fort du plan. Les salariés ont également accepté que l'augmentation de salaire de 5% prévue à l'origine ne soit pas versée en rémunération directe, mais serve plutôt à compenser la réduction des effectifs et du temps de travail. Une négociation qui a probablement été particulièrement difficile pour les dirigeants du groupe. Volkswagen devrait aussi réduire drastiquement les primes parfois généreuses versées tous les ans aux employés allemands. Cela devrait donc toucher Porsche, qui n'échappera pas aux mesures d'austérité.

La Golf au Mexique !

Du côté des produits, les mesures d'économies font également foi. La Volkswagen Golf, qui n'a jamais quitté ses terres, pourrait être produite au Mexique, où est déjà assemblé l'Audi Q5. Cela devrait arriver dès 2027, mais rien ne dit pour l'heure que cela coïnciderait avec l'arrivée de la neuvième génération de Golf, puisque la prochaine compacte serait normalement sur plateforme spécifique – SSP ? Les Tiguan et autres modèles plus gros resteront quant à eux en Allemagne, et le futur de la Polo et du T-Cross ne sont pour l'instant même pas évoqués.

ACQUISITION

SoftwareOne s'empare de Crayon

Ce rachat intervient alors que Microsoft modifiera ses mesures d'incitation à la signature d'accords de licences de types Enterprise Agreement en 2025.

Après avoir indiqué que les discussions étaient avancées, le suisse SoftwareOne a décidé d'acquérir le norvégien Crayon Group pour former une entité de 1,72 Md€ de chiffre d'affaires, doté d'une présence dans plus de 70 pays et d'environ 13 000 collaborateurs. En vertu des discussions menées par les deux entreprises, SoftwareOne lancera une offre volontaire d'achat mêlant échange de titres et liquidités pour acquérir toutes les actions en circulation de Crayon. Melissa Mulholland, la PDG de Crayon, a déclaré « nos partenariats solides avec les hyperscalers, notamment avec Microsoft, nous permettront de renforcer notre offre de services et de répondre aux futurs besoins de nos clients ».
Le rachat intervient alors que Microsoft est en cours de modifications des incentives qu'il propose à ses partenaires de solutions de licence (LSP) destinés aux entreprises (niveau 1). Ces derniers devraient subir une baisse significative de leur rétribution à partir de janvier 2025, en raison de la préférence de l'éditeur pour de nouveaux modèles d'achat tels que le Microsoft Customer Agreement (MCA) et le Cloud Solution Provider (CSP).
SoftwareOne et Crayon revendiquent un modèle d'entreprise centré sur le client et une approche similaire du marché. En se rapprochant, les deux sociétés espèrent étendre leur empreinte sur leurs secteurs d'activité et proposer une offre de services encore plus différenciée de celle de leurs concurrents. L'objectif est notamment de capitaliser sur le paysage numérique actuel, porté par de grandes tendances, notamment l'adoption toujours croissante du cloud public et l'attention accrue portée à la gestion des dépenses liées à cet environnement, aux domaines des données et à l'IA, ainsi qu'à celui de la sécurité.
Selon Crayon, l'amélioration de son offre de services devrait également générer d'importantes opportunités de ventes croisées et de ventes incitatives.

Étendre la couverture du marché des PME

L'entité qu'il va former avec SoftwareOne a la capacité d'accroître sa couverture du segment des PME en s'appuyant à la fois sur les centres de ventes numériques de SoftwareOne et sur la plateforme de distribution de Crayon. Microsoft a donné son aval à l'opération, le vice-président exécutif et directeur commercial de l'éditeur, Judson Althoff, déclarant que les deux organisations ont été des partenaires de distribution stratégiques. « Nous sommes reconnaissants du travail accompli par les deux entreprises au service de nos clients communs au fil des ans », a-t-il dit. Et d'ajouter, « je suis impatient de voir la valeur ajoutée que ce rapprochement apportera aux clients, notamment une couverture géographique plus large et des offres de services améliorées pour répondre à leurs besoins en matière de transformation ».
Le groupe de créer de la valeur additionnelle grâce également à des synergies substantielles en termes de revenus et d'économies, avec des synergies de coûts en cours d'exécution de 86 à 107 M€ dans les 18 mois suivant la finalisation du rapprochement, en plus des économies de coûts de plus de 54 M€ annoncées précédemment par SoftwareOne. Crayon affirme que ces économies seront réalisées grâce à un effet d'échelle, à l'efficacité des opérations locales actuellement sous-évaluées, à l'intégration des bureaux et des fonctions, à une plateforme transactionnelle évolutive avec des centres de services partagés, à une efficacité accrue des ventes et à une meilleure utilisation du réseau de prestation de services combiné. À titre indicatif, la société combinée a généré un chiffre d'affaires d'environ 1,7 Md€ au cours des douze derniers mois (au 30 septembre 2024), avec un EBITDA ajusté d'environ 359 millions de francs suisses, hors synergies.
La transaction sera financée par des facilités de crédit-relais d'environ 752 M€ pour financer la contrepartie en espèces et refinancer la dette existante de Crayon. Les dépenses de mise en oeuvre devraient se situer dans la même fourchette que les synergies de coûts, tandis que des synergies de revenus ont été identifiées, notamment un accès élargi aux clients, à des comptes clients plus importants, sur la base de capacités, de certifications et d'autorisations combinées.

17 Md€ de facturations attendus sur la plate-forme de SoftwareOne

À l'issue de la transaction, SoftwareOne prévoit de maintenir sa situation financière en termes de dette nette proforma/EBITDA ajusté (y compris les synergies et les coûts de mise en oeuvre). Sur la base de la génération de trésorerie de l'entreprise combinée, SoftwareOne prévoit également de maintenir sa politique de dividende actuelle, avec un ratio de distribution de 30 à 50 % du bénéfice net ajusté, après la finalisation de la transaction. « Le modèle de livraison mondial et local évolutif de SoftwareOne et sa plateforme transactionnelle soutiendront environ 17 Md€ de facturation au total », a déclaré Crayon.

Les changements apportés par Microsoft à ses incitations auront un impact majeur sur les grands fournisseurs de services comme SoftwareOne, indique Joe Sweeney, analyste chez IBRS. Ce dernier note que le passage au cloud et à l'IA est en train de remodeler fondamentalement le paysage pour les MSP. « Les fondateurs des MSP et des spécialistes se sont lancés dans cette activité parce qu'ils étaient vraiment bons dans quelque chose et qu'ils avaient une passion pour cela. Ce quelque chose est souvent une partie particulière de l'écosystème de Microsoft, comme l'analyse de données, l'IA, ou un autre domaine spécialisé », a-t-il déclaré.

CYBERATTAQUE DES CONCESSIONNAIRES PEUGEOT

des données clients, codes VIN et documents d'identité volés par les hackers

Le réseau des concessionnaires Peugeot fait face à une cyberattaque majeure. Le groupe de hackers Cicada 3301 menace de publier dans les prochains jours 40 Go de données confidentielles dérobées, incluant des informations sensibles sur les clients.
Une nouvelle cyberattaque d'envergure frappe cette fois le secteur automobile français. Le groupe de pirates informatiques Cicada 3301 affirme avoir compromis le réseau des concessionnaires Peugeot. Ce dernier est parvenu à s'emparer d'une base de données volumineuse contenant des informations critiques sur la clientèle et les véhicules. Le constructeur, qui fait partie du groupe Stellantis, se retrouve dans une situation délicate avec un ultimatum fixé par les cybercriminels au 6 janvier 2025.

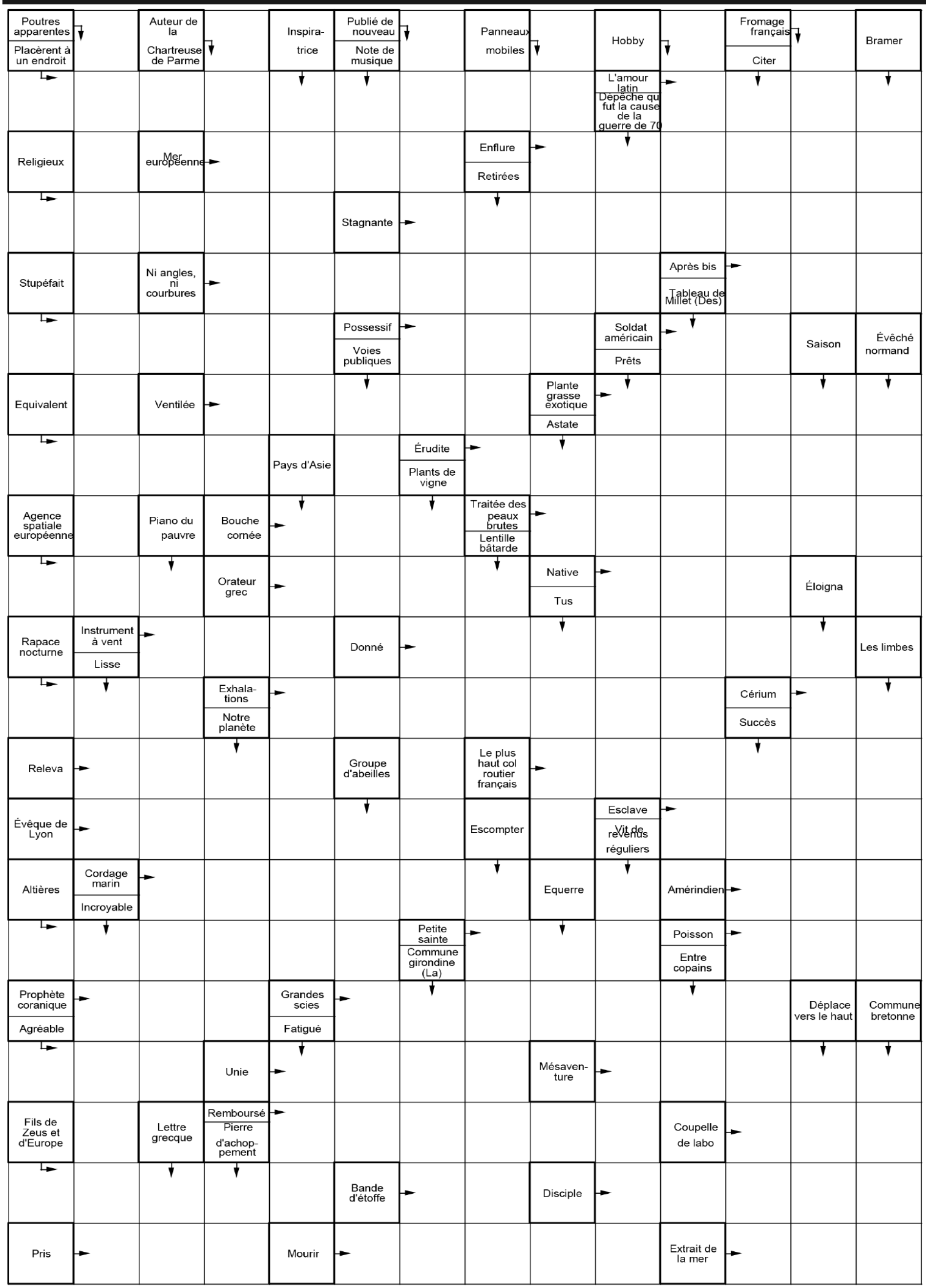
Peugeot dans la tourmente : 40 Go de données clients dérobées par des hackers

Les hackers du groupe Cicada 3301 ont réussi à infiltrer les systèmes informatiques des concessions Peugeot, principalement dans la région du Lot-et-Garonne. Et les données dérobées comprennent des éléments particulièrement sensibles. On retrouve par exemple des documents d'identité scannés, des numéros d'immatriculation, les codes VIN des véhicules et des informations géolocalisées sur les stocks. Il y en pour 40 Go de données au total.
Stellantis, maison-mère de Peugeot, a confirmé à l'Informé être « au courant de la situation » et a déclaré que « les équipes du groupe enquêtent actuellement pour comprendre ce qui s'est passé ». Cette cyberattaque pourrait en tout cas avoir des répercussions majeures sur les 360 concessionnaires de la marque en France, qui verraient la continuité de leurs opérations quotidiennes menacée.
Le groupe de hackers, qui a déjà fait une cinquantaine de victimes à travers le monde, utilise une technique d'extorsion bien rodée, expliquée par Zataz. Son leitmotiv ? Visiblement voler des données sensibles puis menacer de les publier si une rançon n'est pas versée. Cette méthode, de plus en plus répandue, évite le déploiement de rançongiciels traditionnels.

Cicada 3301, un habitué de la cyber-extorsion massive

Peugeot est aujourd'hui d'autant plus sous pression, que le groupe de hackers le menace de publier les données récoltées dès le 6 janvier 2025. Au-delà des sanctions potentielles liées au RGPD, le constructeur automobile risque de subir une perte de confiance significative de sa clientèle. Les informations volées pourraient également servir à perpétrer, un peu plus tard, d'autres cyberattaques ciblées.
En ce qui concerne le groupe Cicada 3301, dont le nom est inspiré d'énigmatiques défis cryptographiques lancés sur Internet entre 2012 et 2016, on sait qu'il opère désormais comme un service de rançongiciel (RaaS). Selon l'entreprise américaine Palo Alto, ce groupe utiliserait le ransomware Repellent Scorpius dans certains opérations d'extorsion.
Tout cela conforte le rappel et la mise en garde de l'ANSSI, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, qui note une augmentation des attaques basées uniquement sur l'exfiltration de données. Cette évolution du mode opératoire des cybercriminels sera de nouveau un défi pour les entreprises en 2025, particulièrement celles issues dans des secteurs sensibles comme l'automobile.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 24 décembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

La population africaine atteindra 2,5 milliards de personnes d'ici 2050

La population de l'Afrique devrait atteindre environ 2,5 milliards de personnes d'ici 2050, avec un âge médian de 20 ans, indique un rapport de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA). Dans 25 ans, l'âge médian sera d'environ 20 ans sur le continent qui va conserver son titre de "plus jeune" du monde, selon un rapport de la CEA, qui affirme que la jeunesse représente un atout économique, car cette main-d'œuvre est indispensable pour le développement du continent. En outre, si l'on tient compte des 60 milliards de dollars dépensés chaque année pour l'importation de denrées alimentaires en Afrique, la population nombreuse du continent représente un marché intérieur potentiel considérable pour les produits agricoles fabriqués par les chaînes de valeur régionales.

DIPLOMATIE

Le ministre d'Etat, ministre des AE reçoit l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, lundi au siège du ministère, l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, Mme Elizabeth Moore Aubin, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a permis de passer en revue divers aspects des relations algéro-américaines et de mettre en lumière les progrès réalisés dans la mise en œuvre de nombre de projets de partenariat bilatéral dans les domaines économiques, selon la même source. A cette occasion, les deux parties ont procédé à un échange de vues sur les derniers développements de la situation au Moyen-Orient, conclut le communiqué.

STATUT PARTICULIER DES FONCTIONNAIRES DE L'EDUCATION

Ce que prévoit le projet de loi

Le ministère de l'Education nationale, a affirmé, dans un communiqué, que le projet de loi portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale, approuvé dimanche par le Conseil des ministres, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "aura un impact positif sur les conditions socio-professionnelles" des personnels du secteur. Ce projet de loi et le régime indemnitaire, "sont le couronnement d'un effort soutenu auquel ont contribué les organisations syndicales agrées auprès du secteur, en prenant en considération les remarques et avis formulés lors des récentes rencontres de concertation avec certains syndicats, ce qui a permis à ceux n'ayant pas participé aux réunions de la commission d'élaboration de ce projet de loi d'exprimer leurs avis et aspirations à propos de ce projet", précise le communiqué. Le projet de loi prévoit, entre autres, "le maintien des acquis positifs contenus dans le texte en vigueur couvrant l'ensemble des catégories, corps et grades, la définition des missions essentielles, tous grades et corps confondus, l'attribution des missions pédagogiques et éducatives aux personnels enseignants en fonction de la spécialité , le mérite et la compétitivité, l'amélioration de la classification des grades de base, tout en bénéficiant des dispositions transitoires qui permettent l'intégration dans des grades supérieurs, la création d'un nouveau grade +enseignant distingué+ dans le parcours professionnel des enseignants, la valorisation des diplômes pour la promotion et l'intégration dans le parcours professionnel". Selon le communiqué, le projet prévoit également de "définir les passerelles et les voies de promotion", avec "la possibilité pour les enseignants de bénéficier d'une adaptation du volume horaire en vue de préparer une qualification scientifique dans leur domaine de spécialité". Le projet offre également "la possibilité pour le personnel enseignant d'occuper des postes supérieurs structurels au sein de l'administration centrale, des services décentralisés et des établissements publics sous tutelle en rapport avec leurs missions", outre "la possibilité de bénéficier d'une réduction de l'âge de départ à la retraite de 3 à 5 ans, ainsi que d'un congé de mobilité professionnelle rémunéré pour approfondir leurs connaissances dans leur domaine de spécialisation".

Parmi les mesures figurent également "la réduction du volume horaire hebdomadaire pour les enseignants des trois cycles éducatifs et les employés de l'éducation classée dans la 10e catégorie ou plus, et la diminution, à deux ans scolaire au minimum, de la durée d'exercice dans le poste pour participer aux mouvements de transfert". En outre, le projet prévoit "la mise en place d'un parcours professionnel pour le personnel de la restauration scolaire, la prise en charge des employés insérés via le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle dans l'enseignement primaire à travers la promotion de leur classification tout en leur créant un parcours professionnel". La même source a affirmé que "l'Etat protège les employés contre les menaces et les agressions". Ces droits et obligations "entreront en vigueur dès la promulgation du texte conformément aux modalités prévues par la loi", ajoute la même source.

A cette occasion, le ministère de l'Education nationale avec toutes ses composantes a exprimé ses remerciements au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour "l'intérêt et le suivi des phases d'élaboration du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques du secteur de l'Education nationale, depuis qu'il avait ordonné sa révision jusqu'à son approbation, dimanche, lors de la réunion du Conseil des ministres avec un régime indemnitaire". Le ministère a réaffirmé au nom de la communauté éducative ses vifs remerciements au président de la République pour "le grand intérêt accordé au secteur, notamment sa décision historique sur l'amélioration des conditions financières de la communauté éducative, ainsi que sa décision historique relative à la possibilité de bénéficier d'une cessation volontaire de service 3 ou 5 ans avant l'âge légal de départ à la retraite". Le ministre de l'Education nationale "a appelé la communauté éducative, y compris les partenaires sociaux à promouvoir davantage l'action participative et la coopération pour le développement du secteur afin de mieux répondre aux espoirs et perspectives portés par la décision du président de la République".

CONSTANTINE

Approbation du cahier des charges relatif à l'extension de la ligne du tramway

Le cahier des charges relatif à l'allongement de la ligne du tramway de Constantine, depuis l'actuel terminus situé près de l'université Abdelhamid-Mehri, dans la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli, jusqu'à l'extension-ouest de cette même circonscription, ont indiqué, lundi, les services de la wilaya. La même source a ajouté qu'eu égard à la dynamique imprimée au développement, à Constantine, notamment dans le secteur des transports, l'Entreprise Métro d'Alger (EMA) a lancé, début décembre en cours, une étude détaillée pour l'extension de la ligne du tramway jusqu'à l'extension-ouest d'Ali-Mendjeli, à travers la publication d'un appel d'offres national. Selon la même source, le prolongement prévu s'étend sur une distance de 4,6 kilomètres, entre le terminus actuel et l'extension ouest d'Ali Mendjeli (qui relève administrativement de la daïra d'Ain Smara), en passant par le siège de la circonscription administrative au niveau de l'unité de voisinage (UV) n 14. Les services de la wilaya ont précisé que la fiche technique préliminaire du projet "prévoit la construction de sept (7) stations et de cinq (5) intersections tout le long du tracé de ce moyen de transport urbain vital entre Constantine et Ali Mendjeli". Cette extension du tracé "contribuera à l'amélioration du transport entre les villes de Constantine et Ali Mendjeli, d'autant que la ligne dessert plusieurs installations vitales telles que les universités, les centres commerciaux, les établissements de santé, les structures administratives, en plus d'être un moyen de transport moderne et respectueux de l'environnement permettant d'économiser du temps et des efforts", a-t-on conclu de même source.

CARAVANE NATIONALE "UN JEUNE, UNE IDÉE"

Clôture des activités de la 3e édition

Les activités de la 3e édition de la caravane nationale "Un jeune, une idée", lancée en mai dernier, à l'initiative du Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ), se sont clôturées lundi à Alger. La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du ministre de la Jeunesse, chargé du CSJ, Mustapha Hidaoui, du président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbrahem, ainsi que des représentants d'instances et d'organisations nationales, et de parlementaires. M. Hidaoui a, à cette occasion, affirmé que cette caravane "illustre l'approche de l'Etat visant à promouvoir la culture entrepreneuriale et l'intégration des start-up", soulignant que cette initiative "tend à créer de nouvelles opportunités d'emploi". Pour sa part, M. Benbrahem a indiqué que cette caravane avait permis "d'ouvrir de larges perspectives pour les jeunes algériens, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, et d'exposer des idées innovantes devenues des projets". De son côté, le coordinateur de cette caravane, Anis Bentayeb, a souligné l'importance de cette initiative dans "la promotion des opportunités d'investissement et d'entrepreneuriat", outre "l'exploration des perspectives de l'entrepreneuriat". A cette occasion, les meilleures idées transformées en projets ont été annoncées, avec la distinction des promoteurs de ces projets.

ANNIVERSAIRE

Sirine Radji, 10 ans de bonheur. Notre petit bouton d'or grandit et continue de nous émerveiller. En ce jour où tu fêtes ton anniversaire, tes frères Akrem et Ismail, se joignent à ta mère et à moi, pour te souhaiter toutes les plus belles choses de la vie que tu mérites.
Par ton sourire en coin et tes marques continues d'affection, tu illumines notre vie et chaque jour qui passe est une joie.
Papa et Maman te souhaitent le plus heureux anniversaire pour tes 10 ans
On t'aime.